



INITIATIVE PAUVRETE ET ENVIRONNEMENT - MALI



Stratégie de Communication de l'IPE Mali

2011 - 2012

(Version provisoire - Mars 2011)

SOMMAIRE

Sommaire.....	Error! Bookmark not defined.
I. INTRODUCTION.....	Error! Bookmark not defined.
1.1. Contexte et justification	Error! Bookmark not defined.
1.2. Objectifs.....	Error! Bookmark not defined.
a. Objectif général.....	Error! Bookmark not defined.
b. Objectifs spécifiques	Error! Bookmark not defined.
1.3. Méthodologie	Error! Bookmark not defined.
II. ETAT DES LIEUX.....	Error! Bookmark not defined.
2.1. Communication interne.....	Error! Bookmark not defined.
2.2. Communication externe	Error! Bookmark not defined.
III. ANALYSE DIAGNOSTIQUE DE LA SITUATION DE COMMUNICATION DE L'YPE MALI.....	Error!
Bookmark not defined.	
IV. PROBLEMES DE COMMUNICATION.....	Error! Bookmark not defined.
V. OBJECTIFS DE COMMUNICATION	Error! Bookmark not defined.
VI. LES CIBLES	Error! Bookmark not defined.
6.1. Cibles de la communication interne.....	Error! Bookmark not defined.
6.2. Cibles de la communication externe.....	Error! Bookmark not defined.
VII. FORMULATION DES MESSAGES	Error! Bookmark not defined.
VIII. PLAN DE COMMUNICATION 2011 et 2012	Error! Bookmark not defined.

I. INTRODUCTION

1. Contexte et justification

Au sommet mondial sur le Développement Durable de 2005, le PNUD et le PNUE ont lancé le « Partenariat PNUD-PNUE pour l'Initiative Pauvreté et Environnement (IPE PNUD-PNUE) ». L'IPE PNUD-PNUE est une bonne illustration de la manière dont deux agences des Nations Unies peuvent travailler ensemble avec un programme commun, des projets pays communs et des ressources financières et humaines partagées.

Dans le cadre de l'IPE, le PNUD et le PNUE collaborent dans dix pays africains pour mettre en œuvre des projets-pilotes pour l'intégration de l'environnement dans les processus de développement national. Les dix pays pilotes sont le Burkina Faso, le Kenya, le Mali, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie, et la Sierra Leone.

L'Initiative Pauvreté et Environnement (IPE)/Mali vise en général à renforcer la contribution de la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique durable et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

La Phase II de l'IPE/Mali qui s'étend sur la période de Mars 2010 – Mars 2012 permettra de consolider les acquis de la Phase I du programme en termes d'intégration de l'environnement dans les processus de planification nationaux et :/ou sectoriels - notamment dans le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) et Plans de Développement y relatifs.

D'une manière spécifique, l'IPE/Mali a pour objectifs de :

- promouvoir et disséminer les connaissances concernant les liens Pauvreté et Environnement;
- développer les outils et mécanismes pour l'intégration de la dimension environnementale dans les processus de planification nationale et décentralisée ;
- renforcer les capacités nationales pour l'intégration de la dimension environnementale dans les processus de planification nationale et décentralisée.

La phase II du projet concentrera essentiellement ses interventions sur les activités d'intégration de l'environnement dans les politiques et stratégies définies et mises en œuvre au niveau national, avec un fort accent sur le verdissement du prochain CSCR. L'outil principal qui sera utilisé pour cet exercice sera l'Evaluation Environnementale Stratégique(EES) qui est l'outil choisi par les Autorités Maliennes lors des dernières assises nationales de l'environnement organisées en Juillet 2009

De sa formulation en 2005 à nos jours, l'IPE-Mali a initié un certain nombre d'études ou de travaux pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixé.

En plus de ces études, certaines activités stratégiques ont été conduites avec des résultats très encourageants :

- La visite d'échange de Mars 2009 au Bénin organisée à l'intention d'une délégation des dirigeants maliens pour s'inspirer de l'expérience béninoise en matière de verdissement de la CLCRP.
- La formation en Avril 2009 à Dakar de la même délégation ayant visité le Bénin sur la démarche communicationnelle pour susciter la formation d'ambassadeurs et leur implication dans les tâches de verdissement.
- La formation en Novembre 2009 à Nouakchott d'une délégation de décideurs sur les méthodologies d'évaluation intégrée des écosystèmes. La session a permis aux membres de la délégation malienne d'approfondir leurs connaissances sur la démarche et de prendre de nouveaux engagements pour la mise en pratique au niveau pays.
- La forte participation de l'IPE/Mali, du PNUE, de l'IPE-Afrique et du PNUD en Juillet 2009 aux assises nationales de l'environnement qui donnent désormais à l'Evaluation Environnementale Stratégique la place d'une approche stratégique à privilégier dans tous les travaux de verdissement au niveau national.
- L'organisation d'un atelier national de plaidoyer ayant permis aux autorités du Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement, à celles du Ministère de l'Economie, et des Finances aux services techniques clés, aux institutions, la société civile ainsi qu'aux partenaires au développement de se mettre d'accord sur les grands axes de verdissement tels qu'ils seront appliqués au Mali ainsi que sur l'arrangement institutionnel/organisationnel à privilégier.

Ces différentes activités ont permis au programme de faire des progrès importants dans le cadre de la mise en œuvre du projet en termes de (i) mise en évidence des liens entre la pauvreté et l'environnement au Mali, (ii) d'identification des obstacles et des besoins et (iii) d'hierarchisation des enjeux et tendances pour l'intégration des questions pauvreté-environnement dans les processus de planification nationale, avec maintenant une plus forte implication des acteurs du Ministère de l'Economie et des Finances.

Malgré ces quelques avancées notables, force est de constater la persistance de certaines difficultés et contraintes liées à la communication face aux enjeux et résultats atteints depuis 2005 ; d'où la décision de faire élaborer pour le Projet Initiative Pauvreté et Environnement (IPE)/Mali une stratégie de communication.

2. Objectifs

2.1 Objectif général

L'objectif général de la présente étude vise, à partir des différents facteurs de contraintes du programme, à élaborer et mettre en œuvre la stratégie de communication de l'IPE/Mali et de son plan d'action afin de disposer d'un instrument efficace pour appuyer l'atteinte des objectifs que le programme s'est fixé, tout en améliorant ses résultats et en assurant une visibilité adéquate de ses interventions.

2.2 Objectifs spécifiques

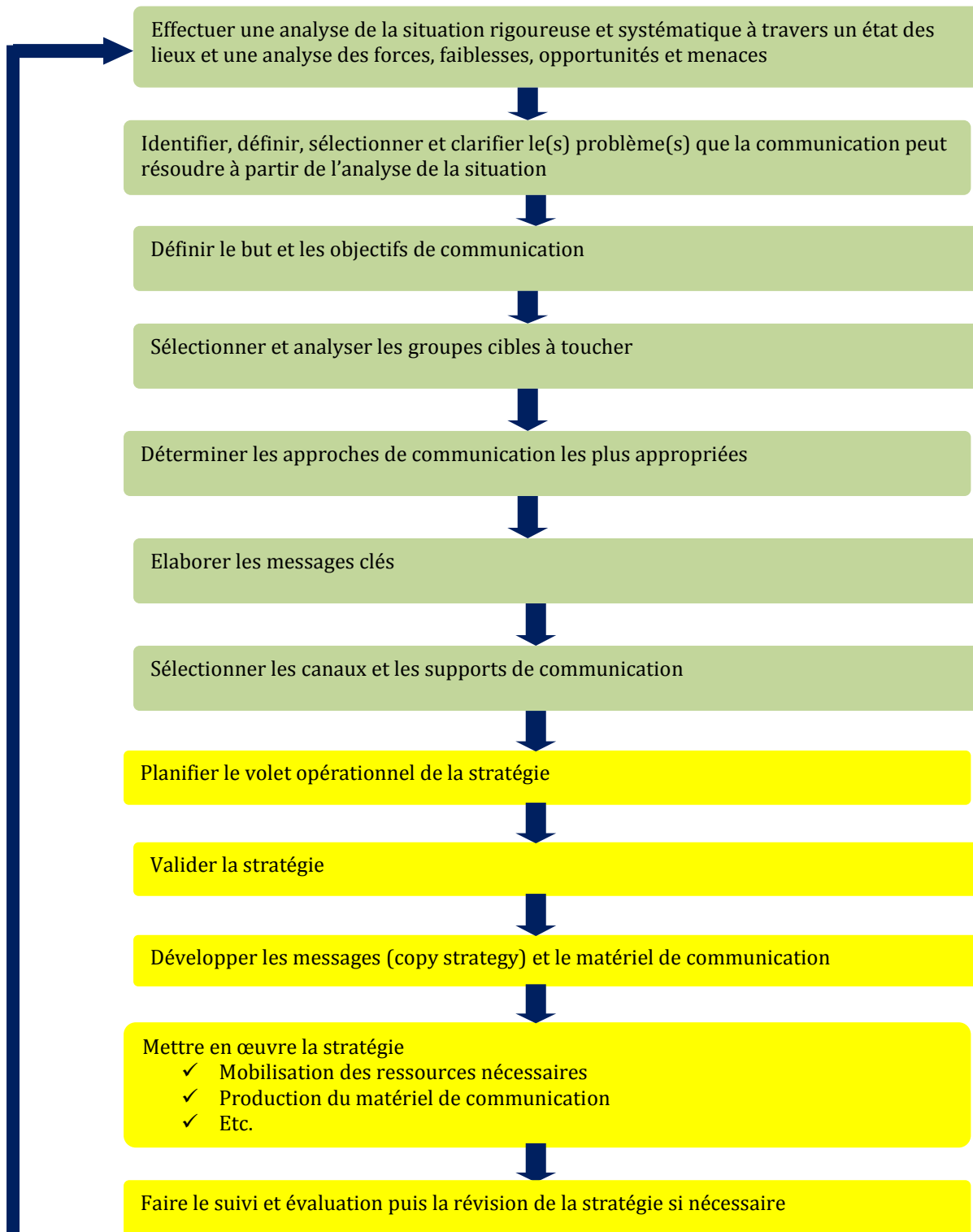
Spécifiquement, cette stratégie doit permettre de :

- faire un état des lieux très sommaire des stratégies, programmes et actions des différents intervenants en matière de communication à travers un recensement et une analyse des systèmes d'information existants sur la pauvreté et l'environnement en mettant un accent sur les points forts et les points faibles;
- faire un état des lieux des différentes contraintes ou difficultés du programme et les hiérarchiser tenant compte des objectifs majeurs de celui-ci ;
- identifier les principales cibles et dresser leur carte de perceptions au Mali ;
- identifier pour chaque cible, un sujet central (comme axe principal ou un objectif clairement défini de communication) d'où doivent découler les messages spécifiques, les moyens de communication, les relais et l'action nécessaires pour corriger les perceptions et susciter l'adhésion actuelle ou future de cette cible ;
- proposer une stratégie et un plan d'actions à mettre en place servant d'outil d'aide à la décision et permettant une meilleure connaissance de l'IPE/Mali (son approche, sa vision à travers une communication externe envers les bénéficiaires actuels et futurs, les partenaires déjà identifiés et éventuels, et les bailleurs de fonds actuels et potentiels ;
- capitaliser et valoriser les activités réalisées par l'IPE en termes de résultats, d'acquis par les créneaux les plus appropriés ;
- définir les normes de gestion de la stratégie en suggérant des indicateurs "SMART" pour apprécier plus tard l'évolution des perceptions et le progrès vers l'atteinte des résultats du programme ;
- Faciliter la compréhension de la vision du programme, de ses approches et de ses activités par tous les groupes d'acteurs.

3. Méthodologie

Le présent document de stratégie de communication pour l'IPE Mali comporte deux niveaux : le niveau stratégique et le niveau opérationnel. La méthodologie adoptée pour l'élaboration de la stratégie de communication est la suivante :

Modèle de planification adopté pour la stratégie de communication





Niveau stratégique



Niveau opérationnel

Pour le niveau stratégique, plusieurs étapes ont été observées :

a. La séance de travail avec l'équipe du projet

La séance de travail préliminaire entre l'équipe de l'IPE et le PNUD Mali a été l'occasion d'harmoniser les points de vue sur la compréhension des Termes de référence et de savoir l'orientation qu'il convient de donner à la stratégie de communication.

b. La revue documentaire

Elle a consisté à exploiter les documents se rapportant à l'objet de l'étude, principalement :

- Evaluation intégrée des écosystèmes : cas de la région Mopti au Mali. 2009
- Choix des sites d'intervention du projet « Renforcement des capacités nationales et locales pour une meilleure articulation des politiques environnementales dans la lutte contre la pauvreté au Mali . Mars 2006
- Etude sur l'intégration de la dimension environnementale dans le développement local au Mali. Août 2008
- Identification des indicateurs de l'environnement et de pauvreté à intégrer dans le cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté, les stratégies sectorielles et les plans de développement local
- Evaluation économique du coût de la dégradation de l'environnement et des bénéfices liés à la gestion durable des ressources naturelles afin d'identifier les contraintes et les opportunités pour une croissance économique durable au Mali ;
- Réalisation d'une Etude Intégrée des Ecosystèmes (EIE) pilote sur une zone spécifique afin d'améliorer la compréhension et les données sur les liens entre Pauvreté et Environnement ;
- Evaluation économique de la gestion environnementale au Mali, coût et bénéfices. Février 2009
- Stratégie de communication pour l'intégration des pratiques de terres dans les programmes nationaux de développement et lutte contre la pauvreté
- Deuxième Rapport de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement au Mali. Octobre 2009

c. L'élaboration des guides d'entretien

Des guides d'entretien ont été élaborés. Au regard du contexte de l'étude et des contraintes de temps et de ressources, nous avons préconisé une forme d'enquête qualitative, semi-directive – proposant à la fois des questions ouvertes et des questions fermées.

La collecte des données s'est déroulée à Bamako et a ciblé les acteurs à la fois du cadre institutionnel dédié à l'environnement et à la lutte contre la pauvreté, des organisations de la société civile, des cadres de l'administration publique et des partenaires techniques et financiers.

Cette enquête sommaire a permis de recueillir et d'analyser les connaissances et perceptions de différents acteurs sur l'environnement et la pauvreté. En dépit des limites méthodologiques (étude limitée à Bamako et aux cadres supérieurs) cet exercice permet de faire l'état des lieux des connaissances dans le domaine de l'environnement, des besoins et les principales sources d'information du public. Ce diagnostic servira à la définition du cadre stratégique de la communication par la formulation des réponses aux insuffisances constatées.

d. Les entretiens avec les personnes ressources

Plusieurs entretiens ont été réalisés avec le staff de l'IPE, la Conseillère au Programme Environnement du PNUD, le Directeur National des Eaux et Forêts, Directeur National du projet, les cadres de l'AEDD, la Chargée de la Communication du PNUD Mali, le Chargé de Communication du Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement (MEA), M. Boutout Coulibaly, Consultant national chargé de la réalisation de l'étude de référence sur la mise en œuvre du CSCRP, des journalistes de l'ORTM, Membres du réseau des journalistes spécialisés en Environnement, etc., voir liste en annexe.

e. Traitement des données / dépouillement et analyse des données

Les données ainsi collectées issues de l'étude documentaire, des entretiens avec les différents acteurs et de l'enquête sommaire ont fait l'objet d'une analyse principalement qualitative pour éclairer la situation. La synthèse et le croisement de celles-ci ont permis à l'issue du diagnostic d'identifier les problèmes de communication, les cibles de communication, de faire des choix pertinents et justifiés des objectifs de communication et de proposer la stratégie appropriée.

f. Rédaction du rapport provisoire

Les résultats de ce travail de dépouillement et d'analyse ont servi à la rédaction de la présente stratégie de communication assortie d'un plan de communication de mise en œuvre et de suivi évaluation.

II. ETAT DES LIEUX

En vue d'une meilleure compréhension de la situation en matière de communication interne et externe, un état des lieux a été fait ainsi qu'il suit :

2.1. COMMUNICATION INTERNE

S'agissant de la communication interne, une enquête qualitative menée a été menée auprès des cadres du MEA, du Directeur National des Eaux et forêts, particulièrement auprès des membres du comité de pilotage du projet ainsi que des partenaires techniques et financiers notamment le PNUD. Cette enquête qualitative a porté sur les points suivants :

- Le système d'information et de communication des acteurs de l'IPE
- La visibilité des actions de l'IPE Mali
- Les besoins en communication des parties prenantes et suggestions
- L'implication des unités / Cellules de communication des partenaires du projet
- Les relations entre les systèmes de communication des acteurs du projet.

Les entretiens tenus avec les différentes personnes ressources du projet ont permis d'aboutir aux constats suivants :

a. Du système d'information et de communication des acteurs clés de l'IPE/ Mali

1. *Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement(MEA)*

Le MEA dispose d'un site internet qui en principe devrait être alimenté par les différentes structures du ministère à travers les points focaux désignés. Malheureusement, ces derniers ne font pas parvenir les informations. Le Chargé de Communication du MEA se retrouve seul à animer le site, où il est mis en avant beaucoup plus les activités du Ministre ou du Cabinet.

Au niveau de la collaboration entre le MEA et les médias, les relations sont jugées plutôt bonnes. Le Chargé de Communication du MEA dispose d'une mailing liste de journalistes, rédacteurs en chef à qui il envoie régulièrement des communiqués de presse à diffuser.

Le MEA dispose d'une stratégie de communication et d'un plan d'accompagnement pour la généralisation de l'éducation environnementale. Malheureusement, ce programme ayant pour objectif l'information, l'éducation et la communication des populations sur les questions environnementales n'est pas rendu opérationnel.

En dehors des activités classiques de communication comme les couvertures médiatiques, les émissions débats, les conférences et points de presse, le MEA organise chaque année la quinzaine de l'environnement. Un prix national est décerné au cours de cette quinzaine à la commune qui s'est fait distinguée au cours de la campagne de reboisement par exemple.

Par ailleurs, on note l'inexistence de quelques supports de communication visuels comme la réalisation des affiches 12 m² ou de format réduit (A1 ou A2)pour sensibiliser le grand public.

Il faut aussi noter l'existence d'une page de présentation de la phase I de l'IPE ainsi que la documentation (postage de 5 rapports) accessible sur le lien :

<http://www.environnement.gov.ml/index.php?page=initiative-pauvrete-et-environnement>

2. Agence pour l'Environnement et le Développement Durable (AEDD)

L'AEDD entretient des relations privilégiées avec l'IPE en ce qui concerne la valorisation des études réalisées par le projet.

En termes de communication, elle dispose de plusieurs outils notamment :

- L'animation d'un site web : www.environnement.gov.ml qui offre une plateforme pour toutes les structures / Projets qui interviennent dans le domaine de l'environnement au Mali.
- Un magazine d'information de 22 pages dénommé **Notre Environnement** édité en quadrichromie.
- L'organisation de la quinzaine de l'environnement chaque année du 4 au 18 juin avec des activités variées :conférences, expositions documentaires, émissions audiovisuelles (radio et TV), sensibilisation des populations à la base, production et diffusion de spots de sensibilisation sur des thématiques environnementales comme la gestion durable des terres, la lutte contre la pollution.

Au cours de la quinzaine, l'AEDD assure la couverture médiatique de toutes les activités. Elle se dit prête à appuyer en communication tous les projets du Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement.

En dépit de l'étroite collaboration entre l'IPE et l'AEDD, les opportunités offertes en matière de communication ne sont pas saisies de manière optimale. On note par exemple une absence d'information sur les études produites par l'IPE sur le site du MEA.

3. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

La circulation de l'information entre l'IPE et le PNUD se limitait au niveau de l'Unité Environnement, du Comité de pilotage du projet et du Comité d'experts techniques. Mais depuis 2010, on note que les relations entre l'Unité Environnement et l'Unité Economique sont effectives et se sont renforcées.

Un grand flux d'information circule lors des réunions des organes de gestion / gouvernance du projet. Malheureusement, ces informations sur le projet ne sont pas répercutées au niveau de l'unité Communication pour leur exploitation dans les différents supports de communication du PNUD (site web, brochure, rapport annuel, etc.).

Or, le PNUD est un partenaire clé de l'IPE Mali et donc a un grand rôle à jouer pour la visibilité des interventions, des résultats de ce projet, qui constituent également ses résultats.

Ce déficit de communication sur le projet se traduit entre autres par l'absence sur le site du PNUD des études produites, des articles, communiqués de presse sur les activités de l'IPE.

4. Programme des Nations Unies pour l'Environnement

Le Bureau du PNUE à Nairobi dispose d'une stratégie communicationnelle et d'un plan de travail pour le programme global IPE. Les travaux significatifs de tous les pays sont placés sur le website (<http://www.unpei.org>) y compris ceux du Mali.

Il est arrivé quelques rares fois que le Conseiller régional du PNUE ait accordé une interview à la télé nationale ORTM ou aux stations radio à la suite de certaines réunions ou ateliers stratégiques. L'occasion a souvent été essentiellement d'expliquer davantage ce que font le PNUE et le PNUD ; et pourquoi leur intervention est stratégique pour le pays. Mais ces interventions sont ponctuelles, non structurées par défaut d'une stratégie communicationnelle globale.

b. De la visibilité des actions de l'IPE Mali

Beaucoup d'efforts sont entrepris par l'équipe de l'IPE Mali pour assurer une visibilité de ses actions. Ils se limitent pour la plupart du temps à la couverture médiatique des ateliers, à la diffusion de documents stratégiques comme des fiches techniques ou à des présentations à des acteurs clés. Ces efforts méritent d'être renforcés. Au cours des entretiens, il nous a été confié que des cadres techniques des ministères de l'environnement et de l'économie et des finances ne sont pas très informés des initiatives de ce projet. S'ils le sont, c'est au gré des circonstances par les médias, la communication interpersonnelle, la participation aux séminaires et aux ateliers.

Etat des lieux des outils et supports de communication pour l'IPE

Outils / supports	Descriptions	Observations
Réunions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Il s'agit des réunions mandataires comme la réunion du comité de pilotage, réunion du comité d'experts et autres 	Elles sont régulières et constituent une tribune de communication interne.
Publications	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dépliants sur l'IPE ▪ Fiches techniques ▪ Rapport ▪ Brochure 	N'existe pas Existente en version électronique mais pas imprimée
Film institutionnel / spot		N'existe pas

Outils / supports	Descriptions	Observations
publicitaire / achat d'espaces	-	
Photothèque	<ul style="list-style-type: none"> Très important pour documenter les activités du projet et pour l'illustration des publications 	N'existe pas. Recommandé
Affiches	<ul style="list-style-type: none"> Elles sont très utiles pour les sensibilisations et pour la décoration des lieux lors des manifestations organisées par le projet (émissions TV, conférence de presse, exposition, journées portes ouvertes, etc.) 	Quelques unes existent sur le projet au niveau du MEA. Recommandé pour le bureau
Événementiel	<ul style="list-style-type: none"> Célébration d'événements spéciaux (journées internationales comme le 4 juin et 17 juin, quinzaine de l'environnement, c'est des opportunités à saisir pour faire le plaidoyer 	Oui, couverture médiatique des ateliers
Site Web	<ul style="list-style-type: none"> 	N'existe pas, mais d'autres plateformes comme le site du MEA, du PNUD, du PNUF sont à exploiter
Outils promotionnels (T-Shirt, casquette, stylo, calendrier, agenda ou bloc notes estampillés des logos des partenaires du projet)	<ul style="list-style-type: none"> Utiles pour la promotion du projet 	Recommandé
Communiqués et Dossiers de presse	<ul style="list-style-type: none"> Utilisé à l'occasion des événements 	Recommandé

c. Les besoins en communication et suggestions

Les différents acteurs ont insisté sur la nécessité de faire connaître les résultats des études à travers des argumentaires et des chiffres.

Chaque fois, que l'IPE organise un atelier ou publie un rapport, il est important qu'il en informe tous les acteurs du projet et plus particulièrement les Chargés de Communication afin qu'ils l'aident à relayer l'information au niveau de leurs partenaires et collaborateurs au niveau national et international.

d. Implication des responsables de Communication

Les responsables de Communication des partenaires du projet ne sont pas jusque-là impliqués d'une manière très active dans les activités du projet. Or, ils disposent de capacités nécessaires pour accompagner la mise en œuvre des activités du projet et rendre visibles ses interventions.

Relation IPE – MEA

Cette relation pourrait être à deux niveaux :

1. Passer par le Chargé de Communication pour transmettre au Ministre des infos sur certaines thématiques sur lesquelles des études ont été réalisées lorsqu'il doit rencontrer les PTF. Préparer des notes et synthèses au Ministre
2. Le MEA se dit prêt à appuyer l'IPE dans l'organisation de point de presse avec les médias lorsque des études aboutissent à des résultats. Il en est de même pour l'AEDD, qui accepte de publier sur le site du Ministère toutes les informations sur l'IPE.

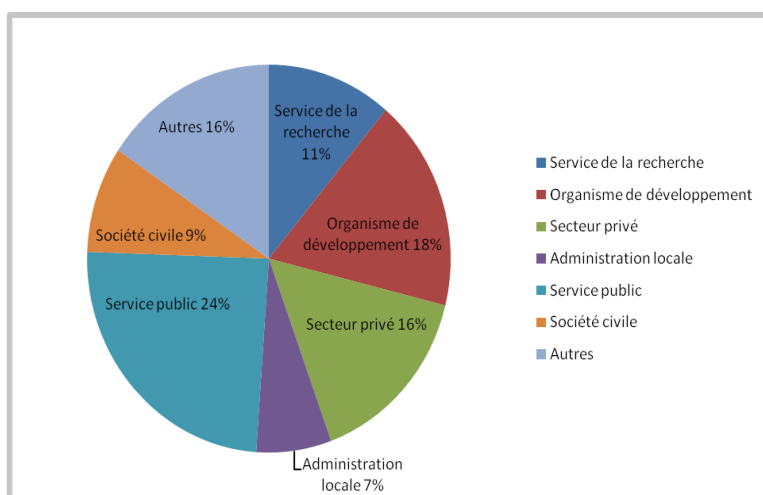
e. Relation entre les systèmes de communication des acteurs du projet

A l'étape actuelle, il n'existe pas de relation formelle entre les systèmes de communication et plus particulièrement des Chargés de Communication pour des échanges d'information pour des actions conjointes en faveur du projet. On note tout de même un fort engagement des différents Chargés de Communication à collaborer ensemble pour appuyer les activités de communication de l'IPE Mali.

2.2. COMMUNICATION EXTERNE

Une enquête qualitative légère nous a permis de toucher un public varié de 45 personnes. Le graphique suivant donne une répartition de la taille de chaque groupe dans l'échantillon. Les enquêtés sont repartis selon leurs domaines d'intervention, comme le montre la figure ci-dessous.

Figure 1 : Répartition de l'échantillon selon le domaine d'intervention de l'enquêté



a. Niveau de connaissance par rapport à la relation pauvreté-environnement

A la lumière des données recueillies, il apparaît que le lien entre Pauvreté et environnement soit bien perçu par la majorité des acteurs interviewés.

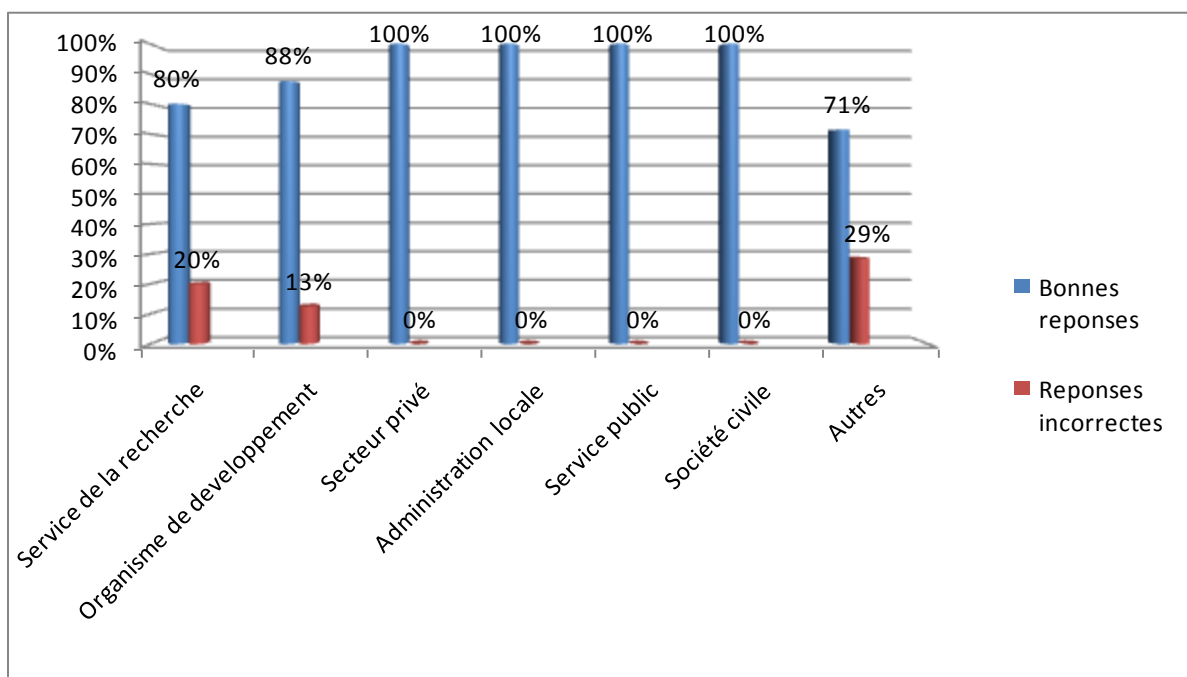
Au regard des réponses données, il apparaît que 100% des personnes interviewées travaillant au niveau du secteur privé, de l'administration locale, du service public et de la société civile reconnaissent le lien entre la pauvreté et l'environnement.

Toutefois, le constat d'une bonne connaissance des liens entre pauvreté et environnement doit être relativisé, au regard notamment de la qualité des répondants, qui sont majoritairement des cadres de

l'administration ou des acteurs ayant directement ou indirectement été impliqués dans des projets environnementaux ou de lutte contre la pauvreté. De ce fait on ne saurait extrapoler et élargir ce constat à une proportion plus importante de la population majoritairement peu au fait de l'interaction entre la pauvreté et l'environnement.

En revanche, la plupart des acteurs interviewés n'ayant aucun lien direct de collaboration avec l'IPE Mali affirment ne connaître ni le projet, ni ses réalisations. En outre, ce qui semble un peu surprenant, c'est que presque tous les auteurs des réponses incorrectes sont ceux formés ou évoluant dans les domaines autres que l'agronomie, l'environnement, le génie rural (confère listes des enquêtés).

Figure 3 : De la connaissance des liens entre pauvreté et environnement selon les différentes catégories



b. Des besoins en information sur la relation pauvreté et environnement

Les besoins en information exprimés peuvent être classés en deux catégories :

Manifestations actuelles de l'incidence de la pauvreté sur l'environnement et vice versa

- l'impact des changements climatiques sur les revenus des populations rurales au Mali
- les eaux souterraines du Mali et les coûts liés à leur exploitation
- la mesure de la désertification et son impact sur la production nationale
- les données hydrologiques des cours d'eau et leurs impacts sur les produits halieutiques
- l'évaluation financière de la dégradation des sols
- l'évaluation des coûts liés à la protection de l'environnement et l'inventaire des ressources naturelles
- les statistiques sur l'hygiène, la santé en lien avec la pauvreté et l'environnement

- Donner les statistiques sur les changements climatiques, la gestion des ressources, le surpâturage

Les mesures pour endiguer le phénomène au plan local, national et international

- Soutenir les initiatives locales en matière de lutte contre la dégradation de l'environnement
- Introduire les notions de modes de gestion durable des terres, l'économie verte, la comptabilité environnementale dans les curricula au niveau de l'université
- Assurer l'éducation environnementale des élèves dans les écoles
- Sensibiliser les populations pour un changement de comportement en misant sur la synergie avec les autres programmes d'IEC du MEA
- Mettre à la disposition du public les informations sur le lien entre la pauvreté et l'environnement au Mali
- Informer sur les meilleures initiatives environnementales à travers le monde
- Informer et former sur les énergies de substitutions et les technologies adaptées
- Appuyer les initiatives étatiques et leurs résultats
- Promouvoir la politique nationale de l'environnement et ses orientations stratégiques
- Communiquer sur les liens possibles entre les ressources alternatives (énergie solaire) et la pauvreté

Qu'il s'agisse des indicateurs pour mesurer l'indice de pauvreté, des normes de protection de l'environnement, des énergies de substitutions et des technologies adaptées, des statistiques sur les changements climatiques, la gestion des ressources, le surpâturage ou encore des orientations stratégiques de la politique nationale de l'environnement, la nature quelque peu scientifique des besoins exprimés en matière d'informations met en évidence un déficit de visibilité des données statistiques endogènes produites par l'IPE au Mali.

c. Des normes et facteurs de résistance des populations au changement

Interrogés sur les normes et les plus grands facteurs de résistance au changement d'attitude et de comportement en matière de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, les enquêtés ont évoqué plusieurs facteurs notamment un manque de connaissances, d'information sur le sujet, des comportements fatalistes liées aux croyances.

Au premier rang des facteurs de résistance au changement d'attitudes et de pratiques, viennent les facteurs économiques singulièrement la pauvreté, l'absence d'alternatives (gaz, électricité, emballages recyclables, etc.) surtout dans les milieux ruraux. Au deuxième rang, on peut noter un certain relâchement de l'Etat dans l'application rigoureuse des textes pour réprimer la gestion abusive des ressources naturelles et l'incivisme des populations qui se justifie par l'absence d'alternative. En matière d'alternatives disponibles pour réduire la pression sur les forêts pour le bois de chauffe, il existe quelques initiatives d'utilisation du gaz dans les centres urbains.

Au dernier rang, on peut noter sous un angle purement culturel, le fatalisme ou l'insouciance des populations.

d. De la connaissance du projet IPE et de ses actions

Sur les 45 personnes interrogées, 19 affirment avoir connaissance de l'IPE, tandis que les 26 autres ont répondu par la négative.

Parmi les 19 personnes qui affirment avoir connu l'IPE, 6 personnes l'ont connu à travers les médias (TV et Radio), 6 autres dans le cadre de leur relation de collaboration et les 7 restants à travers les ateliers ou de bouche à oreille.

Figure 12 : Connaissance de l'IPE



Figure 13 : Sources de connaissance de l'IPE

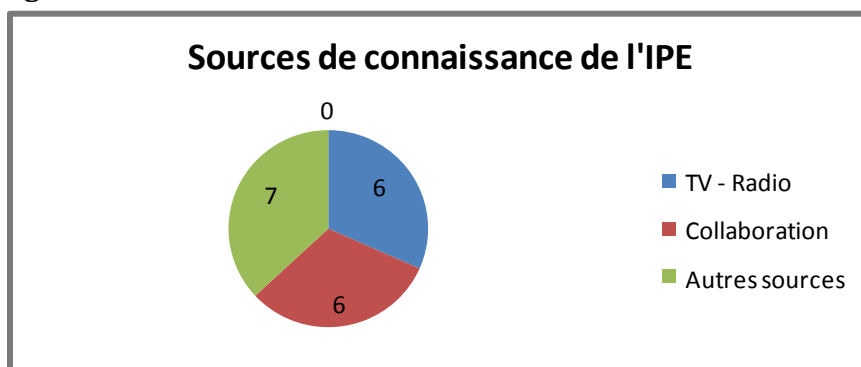


Figure 14 : Réponse sur connaissance de l'IPE par catégorie

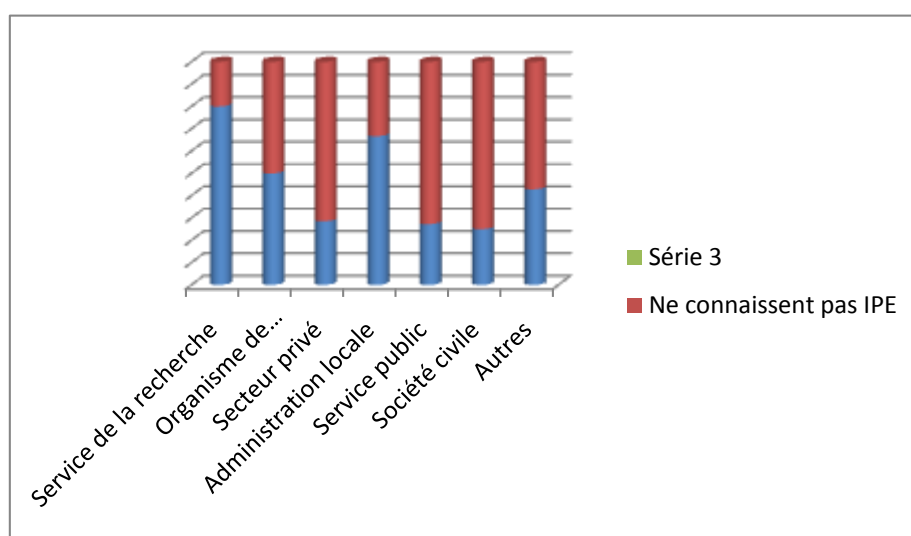
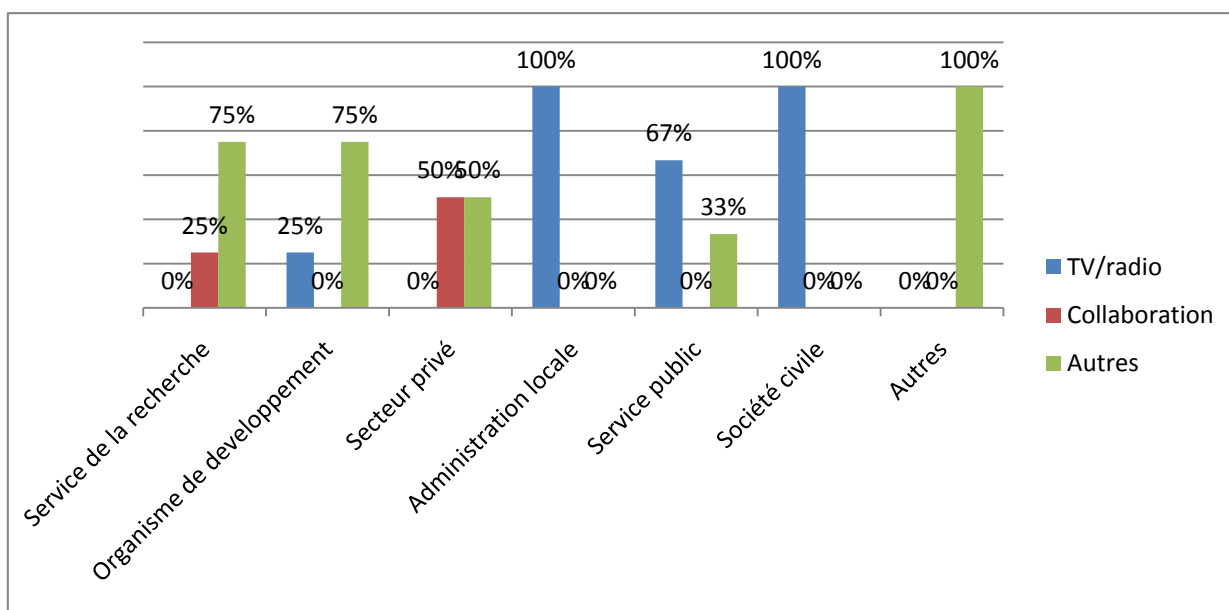


Figure 15 : Sources de connaissance de l'IPE



Comme indiqué plus haut, seuls les acteurs ayant eu une relation de travail avec l'IPE affirment connaître le projet. En terme d'image et d'évaluation, ces acteurs estiment que le projet « peut mieux faire » à condition de le doter davantage de ressources humaines et financières.

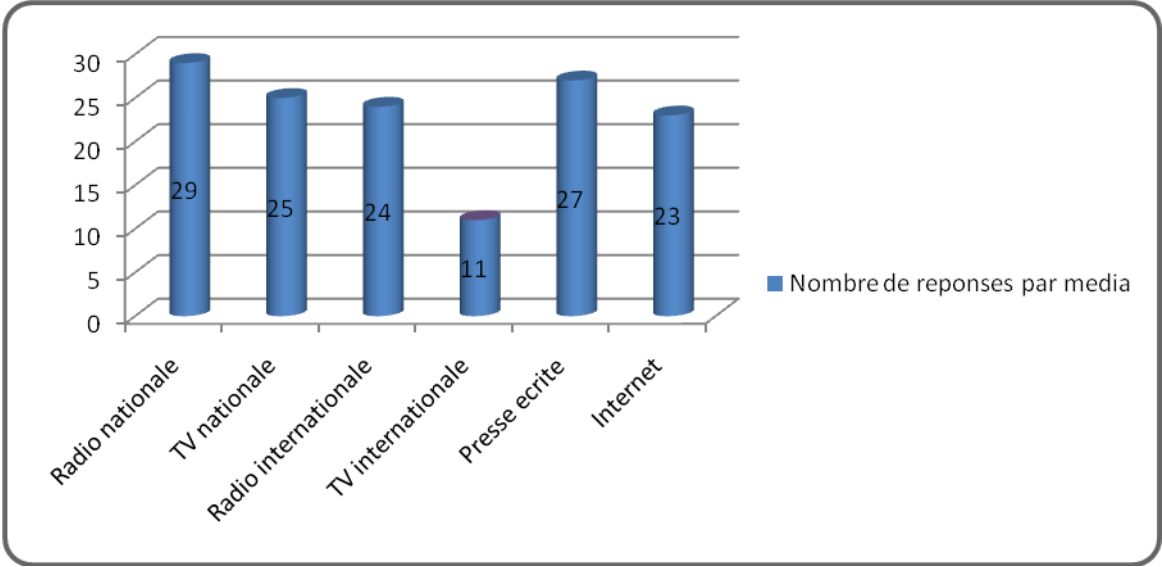
e. Modes d'information privilégiés

Il ressort des réponses données par les enquêtés que la télévision nationale apparaît comme étant le canal d'information privilégié des acteurs. Ceci s'explique naturellement par la vocation régalienne de la chaîne nationale à l'information institutionnelle et citoyenne.

La presse écrite est également indiquée comme source d'information sur les questions d'intérêt national, mais les chaînes internationales et l'internet ne sont pas en marge et apparaissent comme étant des canaux complémentaires.

Quant à la radio, outil par excellence de communication de proximité, en l'occurrence avec les populations rurales, elle est l'outil le plus fréquemment cité par les répondants, en raison sans doute de leurs habitudes urbaines.

Figure 16: Modes d'information des enquêtés



III. ANALYSE DIAGNOSTIQUE DE LA SITUATION DE COMMUNICATION DE L'IPE MALI

L'analyse-diagnostic permet d'identifier les facteurs ayant un impact direct ou indirect sur la communication du projet. Il permet d'identifier certains problèmes de communication et de donner des orientations sur les objectifs de communication. Les forces et faiblesses identifiées sont liées à l'environnement interne tandis que les opportunités et menaces constituent des facteurs exogènes pouvant avoir une incidence quelle soit positive ou négative sur le projet.

FORCES

- La communication interne entre les acteurs clés (PNUD, PNUF, MEA et services techniques, MEF, etc.) du projet favorable (à travers réunion, revue des progrès, etc.)
- La forte implication du Ministère de l'Economie et des Finances dans les activités du projet
- Le renforcement de capacités des acteurs nationaux à travers des voyages d'études et des formations
- La disponibilité d'une masse importante d'informations contenues dans les études réalisées par l'IPE Mali pour améliorer la compréhension et les liens entre pauvreté et environnement
- Des efforts de communication à travers la couverture médiatique systématique des ateliers de validation des études et des contacts personnalisés pour la présentation des initiatives du projet
- La capitalisation des résultats de l'étude sur l'évaluation économique de la gestion environnementale au Mali à travers des fiches techniques
- La volonté des partenaires du projet à mieux faire connaître les réalisations de l'IPE

FAIBLESSES

- La faible capitalisation des différentes études réalisées par le projet
- La non vulgarisation des résultats d'études auprès des acteurs sectoriels
- L'insuffisance de supports de communication pour rendre plus visibles les actions du projet (dépliant, brochure, photothèque, affiches, etc.)
- La faible visibilité de l'IPE au niveau du grand public
- La faible appropriation et mise en œuvre des recommandations issues des études de l'IPE par les autorités politico-administratives

OPPORTUNITES

- La revue du CSCR 2 et élaboration prochaine de la 3^{ème} génération du CSCR. Prévues pour décembre 2011, l'exercice national de révision du CSCR II apparaît comme une grande opportunité de verdissement de cet outil unique de planification du développement et de dialogue entre le Mali avec la communauté des PTF. La première et la deuxième génération de ce document n'ayant été que faiblement verdis - en raison notamment de plusieurs contraintes d'ordre organisationnel et technique, principalement la faiblesse du cadre institutionnel jusqu'ici régi par un simple accord cadre de partenariat-, il importe donc de saisir cette occasion pour une plus grande intégration des questions liées à l'environnement dans l'ensemble des politiques et programmes de développement du Mali.
- La volonté politique manifeste à travers l'intégration des questions environnementales dans les politiques et stratégies de développement. Pour le DNEF, si cette volonté politique en matière de gestion proactive de la problématique de l'environnement peut-être considérée comme un acquis au Mali- avec notamment le leadership du Président de la République, il reste toutefois à traduire ce volontarisme en des actions concrètes, la plus porteuse de résultat étant l'affectation budgétaire. En effet, la part allouée à l'environnement s'élève à 1% du budget national, ce qui est nettement disproportionnel avec l'urgence des questions environnementales et la volonté politique déclarée des autorités maliennes à y faire face.
- L'existence d'un groupe thématique Environnement au niveau des PTF
- L'existence d'un cadre juridique et institutionnel favorable à la dimension environnementale dans les politiques et stratégies de développement
- L'existence d'un réseau de journalistes spécialisés en environnement
- L'existence de plusieurs émissions relatives à l'environnement au niveau de l'ORTM
- L'engagement des industries minières dans un processus d'obtention de la norme ISO 14 100

MENACES

- Changement de régime et décisions politiques nationales qui pourraient être en contradiction avec la vision du projet
- Crise économique et financière pouvant induire une insuffisance de ressources pour mener à bien les activités du projet et surtout celles relatives à la communication sur le projet
- Non affectation budgétaire pour la mise en œuvre des actions environnementales dans les politiques sectorielles notamment le CSCR

IV. PROBLEMES DE COMMUNICATION

Il est important de rappeler que le problème de communication est une analyse qui permet de déterminer s'il existe un écart entre ce qui **existe** et ce qui est **souhaité**, en matière de communication. Le constat de cet écart justifie la mise en place du plan de communication. Les raisons de l'écart peuvent être dues, soit à un manque de connaissances, d'information, de positionnement, ou plutôt liées à des attitudes, des croyances, des valeurs ou aussi à un manque de compétence,

Dans le cadre du projet IPE qui est un projet de développement, le problème de Communication résulte en premier lieu du problème de développement relatif à l'interaction entre la pauvreté et l'environnement.

Nous nous sommes basé sur des critères comme l'urgence, l'importance, la promotion, la vulnérabilité, les personnes touchées, la disponibilité des moyens financiers adéquats, etc. pour les déterminer.

L'identification de l'écart de communication nous permettra d'identifier les types d'actions à envisager.

L'analyse des problèmes nous permettra d'identifier les solutions possibles du point de vue communication en termes de formation, conseil, plaidoyer, approche participative communautaire, etc...

Du point de vue méthodologique, pour définir le problème de communication de l'IPE, l'étude a été orientée par sur les questions suivantes:

- 1- Quelle est la situation actuelle ? Quelle est la situation souhaitée?
- 2- Qu'est-ce qui explique l'écart entre la situation actuelle et la situation souhaitée?
- 3- Quel est le problème prioritaire?
- 4- Qui est concerné par le problème?
- 5- Qui peut influencer ceux qui sont concernés?
- 6- Quelles sont les solutions possibles du point de vue de la communication, par exemple :
Formation, plaidoyer ?

Vous trouverez récapitulés dans le tableau ci-dessous les problèmes, leurs conséquences directes, l'impact qu'ils peuvent induire sur la communication et des éléments de solution plausibles.

Problèmes	Conséquences directes	Impact sur la Communication	Eléments de solution
Les études réalisées n'ont pas été suffisamment valorisées	Faible appropriation des résultats des études réalisées	Les actions de l'IPE Mali sont peu visibles	Capitaliser et valoriser les résultats des différentes études à travers plusieurs supports : imprimés, films documentaires, affiches
Faible connaissance des liens entre la pauvreté et l'environnement au niveau des décideurs que du grand public	Faible engagement politique et prise en compte dans les liens pauvreté-environnement dans politiques et stratégies de développement	Changement de comportements	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Campagne d'IEC ▪ Promouvoir l'éducation environnementale ▪ Plaidoyer ▪ Formation
Déficit de connaissance des questions et des enjeux liés à l'environnement au niveau des médias	Non maîtrise de certaines terminologies et mauvais traitement de l'information relative à l'interaction pauvreté et environnement	Des informations erronées ou biaisées sont diffusées aux populations	Renforcement de capacités des journalistes
Le système d'information et de communication entre l'IPE et ses parties prenantes n'est pas harmonisé	Absence d'un mécanisme formel de partage de l'information entre l'IPE et les Unités de Communication du PNUD, du MEA, du MEF	Faible implication	Renforcer la communication interne et le partage d'information pour une participation accrue à la visibilité des actions du projet
L'affectation budgétaire aux stratégies et politiques intégrant la dimension pauvreté et environnement est largement en dessous de la volonté politique 1%			Plaidoyer auprès des décideurs politiques
Les facteurs socio-économiques et l'absence d'alternatives proposées par le Gouvernement justifient la résistance des populations en matière de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles	Forte pression sur les ressources naturelles pour la mise en œuvre des activités économiques	Résistance à un changement de comportement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Approche participative communautaire ▪ Campagnes de sensibilisation <ul style="list-style-type: none"> - Campagnes de sensibilisation pour l'hygiène et la lutte contre les vecteurs des maladies hydriques (ex : anophèles) - Campagnes de sensibilisation pour les agriculteurs visant une bonne utilisation des fertilisants et pesticides

V. OBJECTIFS DE COMMUNICATION

L'objectif de communication décrit le résultat final attendu d'une intervention de communication en termes de changement ou de résultat vérifiable au niveau d'un groupe cible donné.

Il est important de rappeler que la phase II de l'IPE vise trois principaux résultats à savoir :

1. Les connaissances concernant les liens Pauvreté et Environnement au Mali sont améliorées et disséminées ;
2. Les outils et mécanismes pour l'intégration de la dimension environnementale dans les processus de planification nationaux sont développés ;
3. Les capacités nationales pour assurer l'intégration de la dimension environnementale dans les plans de développement nationaux et décentralisés sont renforcées.

Au regard des résultats stratégiques que visent l'IPE Mali, nous pouvons déterminer les objectifs de communication suivants :

1. Dynamiser la communication interne et favoriser davantage le partage d'information sur les activités de l'IPE en vue de la mise en œuvre efficiente des activités de l'IPE Mali ;
2. Informer et sensibiliser les populations sur les liens entre la pauvreté et l'environnement à travers une campagne d'information publique. Une meilleure connaissance et une meilleure compréhension de la relation pauvreté-environnement constitueront un atout à l'adhésion et à l'appropriation ;
3. Favoriser la prise en compte au niveau national et local des questions environnementales dans les stratégies et politiques de développement qui répondent au bien-être des populations ;
4. Accroître la visibilité des interventions de l'IPE Mali. Cet objectif permettra de connaître, reconnaître, les actions qui sont entreprises par le projet et d'en mesurer les résultats ;
5. Sensibiliser les décideurs afin de leur permettre d'influencer les changements au niveau politique et intégrer les questions liées à la pauvreté-environnement dans les processus de planification au plan national et local notamment dans le CSCR.

VI. LES CIBLES

La stratégie de communication comportera deux (2) volets : la communication interne et la communication externe. Les cibles seront définies en fonction de ces deux axes.

6.1. Cibles de la communication interne

La communication interne concerne tous les acteurs institutionnels et techniques chargés d'impulser l'IPE, d'assurer la mise en œuvre de ses activités. A cet effet, il est important qu'ils soient tous au même niveau d'information pour éviter tout déficit d'information. Un tel déficit pourrait créer en interne une certaine indifférence.

a. Le Comité National de Pilotage (CNP) du projet:

Ce comité présidé par le Ministre de l'Environnement et de l'Assainissement et co-présidé par le Ministère de l'Economie et des Finances. Ce CNP est chargé de la supervision et de la validation des activités du projet, conformément à l'arrêté n° 09- 3289/MEA du 04 novembre 2009 (cf. annexe 3). Il est chargé de :

- faciliter les échanges et la synergie avec d'autres projets et programmes intervenant dans la gestion durable des ressources naturelles en rapport avec la protection de l'environnement et la réduction de la pauvreté ;
- apprécier la cohérence des activités du projet à tous les niveaux par rapport aux autres politiques sectorielles nationales.

Tous les membres du comité doivent être au même niveau d'information sur toutes les activités du projet. Le Coordonnateur est tenu de les informer régulièrement sur toute activité de l'IPE à travers des correspondances ou lors des réunions.

Le Ministère de l'Economie et des Finances doit être constamment informé des actions de l'IPE Mali afin de les porter au public.

Les Chargés de Communication de ces deux ministères peuvent constituer des points focaux pour le partage d'informations et la dissémination des résultats de l'IPE.

b. Le Comité d'experts technique (CET)

Présidé par le Directeur National des Eaux et Forêts (Directeur National du projet IPE/Mali) ou son représentant et - pour lequel le coordonnateur du projet IPE assure le secrétariat - est une cellule de coordination composée d'experts locaux du Ministère de l'Environnement et de

l'Assainissement (CPS/SEEDEU, DNACPN, DNEF, STP, ABFN), du Ministère de l'Economie et des Finances (CSLP, DNPD), du PNUD, du PMF/FEM, SECO-ONG et de CCA-ONG, IER, PRECAGED, PRC-GERN... Son rôle est de fournir un appui technique aux activités du projet et de faciliter l'accès aux informations et interlocuteurs des institutions nationales.

c. Les partenaires techniques et financiers de l'IPE (le PNUD et le PNUE)

L'Unité économique, l'Unité Environnement du PNUD et le Conseiller régional du PNUE collaborent déjà étroitement avec l'équipe de l'IPE Mali. Il importe de renforcer davantage cette collaboration en impliquant l'Unité de Communication du PNUD dans certaines activités nécessitant une visibilité auprès du public notamment les ateliers, les relations avec les médias, mais aussi les publications.

Ceci pourra faciliter le partage d'informations et des bonnes pratiques de l'IPE aussi bien au sein du personnel onusien que du grand public national et international. Le partage d'informations avec le PNUE et le PNUD va beaucoup contribuer à la visibilité des activités du projet.

Cibles	Approche de communication préconisée	Canaux et médias de communication
Ministère de l'Economie et des Finances	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Communication interpersonnelle pour dynamiser les échanges d'information entre les acteurs de l'IPE. ▪ Une relation de proximité à travers des rencontres physique est toujours plus conviviale et favorise une meilleure compréhension mutuelle ▪ Transmission de note technique et fiches techniques sur les résultats d'études 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contact physique ▪ Correspondances (lettres, email, etc.) ▪ Rapports ▪ Email ▪ Téléphone
Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement	idem	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunion de concertation et d'échanges d'informations ▪ Rencontres, visites de sites, mission sur le terrain ▪ Email ▪ Téléphone
Comité technique d'experts	idem	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Correspondances (lettres, email) ▪ Réunion de concertation et d'échanges d'informations ▪ Rencontres, visites de sites, mission sur le terrain
Les partenaires techniques et financiers du projet (PNUD & PNUE)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Communication interpersonnelle 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Echanges à travers email ▪ Réunion de concertation et d'échanges d'informations ▪ Transmission des rapports, TDR pour les ateliers, photos,

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rencontres, visites de sites, mission sur le terrain Elles facilitent les échanges entre les membres de l'équipe
--	--	--

6.2. Les cibles de la communication externe

a. Décideurs publics

Beaucoup de structures étatiques sont concernées par l'articulation pauvreté et environnement et par la planification nationale de développement. Toutes les initiatives engagées dans la prise en compte de la dimension environnementale dans les stratégies et politiques de réduction de la pauvreté les interpellent.

Qu'il s'agisse de prendre des mesures pour assurer la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles ou de rendre les actions environnementales plus efficaces au profit des pauvres ou des financer les actions de développement ; ils constituent des acteurs incontournables, chevilles ouvrières d'une meilleure prise en compte des préoccupations et des mesures environnementales dans le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la pauvreté.

A l'endroit du Ministère de l'Economie et des Finances, il est important de lui faire prendre conscience des liens pauvreté – environnement et de leurs relations avec le développement économique lors de la préparation de la loi des finances et des budgets programmes.

Le Haut Conseil des Collectivités Territoriales et le Conseil Economique, Social et Culturel sont jusqu'ici les seules institutions associées à l'action de plaider, notamment par le partage des données produites par le projet IPE. Il importerait donc d'envisager l'amplification des actions de plaider et d'élargir le cœur de cible à d'autres instances et institutions comme l'Assemblée nationale du Mali, qui reste un cadre d'interpellation et d'incitation à la prise de décision.

Au nombre des décideurs publics, nous pouvons citer :

- le Ministère de l'Economie et des Finances ;
- le Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement ;
- l'Agence pour l'Environnement et le Développement Durable ;
- les Cellules de Planification et de Statistique ;
- la Direction Nationale pour la Planification du Développement.
- l'Office du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté
- le Ministère de l'Agriculture ;

- le Ministère de l'Élevage et de la Pêche ;
- le Ministère de la Santé ;
- le Ministère de l'Équipement et des Transports ;
- le Ministère de l'Énergie et de l' Eau ;
- le Ministère de l'Industrie, des investissements et du Commerce ;
- le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- les Ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et de l'Éducation, de l'Alphabétisation et des langues locales ;
- le Ministère de la Communication et des Nouvelles Technologies ;
- le Ministère de la Culture,
- le Ministère de l'Artisanat et du Tourisme ;
- le Ministère de la Justice ;
- le Conseil Economique et Social ;
- l'Assemblée Nationale ;
- les projets du secteur de l'environnement ;
- le Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales

b. Les partenaires sociaux

▪ Les Médias

Les médias constituent un maillon important dans le relai de l'information relative à l'IPE et dans la mise en œuvre de la stratégie de communication. La collaboration et le partenariat avec les médias sont un gage de succès de l'IPE tant au niveau des populations actives qu'au niveau des décideurs techniques et politiques. A cet égard, il est important de constituer un réseau de personnes ressources chargées de l'information et de la communication afin de maintenir et renforcer une relation fiable et stratégique.

Les médias constituent un vecteur fondamental de changement. Leur contribution à la vulgarisation des valeurs environnementales pour assurer un développement durable sera importante. Au delà des approches informatives stricto sensu, il faudra considérer cette catégorie professionnelle comme un partenaire stratégique et impliquer l'ensemble des patrons de presse dans une démarche d'information et de plaidoyer à long terme, au double niveau de Bamako et des régions.

Pour une collaboration efficace avec les médias, la mise en place d'un système d'information régulier est indispensable.

▪ Organisations Non Gouvernementales (SECO-ONG, CCA-ONG)

Elles appuient techniquement la mise en œuvre des projets/programmes de développement au niveau local et renforcent également les capacités des acteurs locaux. Compte tenu de leurs expériences sur le terrain, l'influence est plutôt grande sur les décideurs politiques

▪ Les leaders coutumiers et religieux

Ils ont une grande influence au niveau des acteurs locaux.

c. Le secteur privé

Les acteurs du secteur privé animent la vie économique du pays. Ils agissent également à travers leurs activités économiques sur l'environnement. Dans ce groupe, on peut classer :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali
- Les Organisations patronales et les différents ordres de professions libérales.

Cette cible est à prendre en compte pour des actions de sensibilisation.

Au delà de la sensibilisation et de l'approche média, il importerait sans doute de considérer le secteur privé davantage comme un partenaire stratégique qu'une cible de communication. En effet, les entreprises privées sont dotées de capital humain et financier et d'une culture du résultat qui les disposent naturellement à jouer un rôle plus important dans le verdissement de l'économie nationale de façon beaucoup plus structurée. A cet effet, il serait hautement stratégique de constituer une coalition des entreprises du secteur privé afin d'aller-à titre d'illustration-, vers l'adoption d'une charte de responsabilité sociale et environnementale. Sous le leadership du PNUD et du PNUE, ce réseau pilote d'entreprises vertes du Mali pourrait être un puissant outil de communication et d'action à haute valeur de responsabilité sociale et environnementale. L'idée d'un Label IPE pour distinguer chaque année l'entreprise la plus verte serait un raccourci vers la mobilisation du secteur privé malien.

A titre d'exemple, une loi visant à interdire l'importation des déchets plastiques est en cours d'adoption à l'Assemblée nationale du Mali. Cette information juridique constitue une opportunité pour l'émergence d'un marché alternatif de l'emballage, et donc pour l'émergence d'entreprises éco-citoyennes économiquement compétitives et socialement performantes parce que intégrant la dimension 'environnementale dans les stratégies de développement.

L'absence d'organisation du secteur privé malien explique aussi que celui -ci n'ait jusqu'ici tiré aucun avantage de l'opportunité économique que représente désormais le marché carbone, lequel prend justement en compte le lien pauvreté environnement et permet aux entreprises et aux collectivités décentralisées d'harmoniser les stratégies de prise en charge de ces deux questions.

d. Les partenaires au développement

Ils jouent un rôle appréciable dans le développement du pays. A ce titre, ils doivent être tenus informés des interventions de l'IPE Mali. Au nombre des partenaires intervenants dans le domaine de l'environnement et de la pauvreté, on peut noter :

- Union Européenne
- Agence Française de Développement (AFD)
- Coopération canadienne
- Fondation Suisse Intercoopération
- Agence suédoise de Coopération Internationale au Développement (ASDI)
- Coopération Allemande (GTZ, DED)
- Etc.

e. La population/ Grand public

Elle est la principale bénéficiaire de la prise en compte du lien pauvreté -environnement dans les stratégies et politiques de développement. Par ailleurs, on ne saurait assurer une croissance économique durable sans un changement de comportement vis-à-vis de l'environnement au niveau de la population. D'où le besoin pour elle d'en être suffisamment informée et formée.

Le tableau ci-dessous présente les différentes cibles et approches plausibles pour communiquer avec elles.

Cibles	Approche de communication préconisée	Canaux et médias de communication
Les décideurs	<p>Campagne d'information et de formation thématique notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contribution de l'environnement à la croissance économique • résultats des analyses mécanismes de budgétisation • promotion de nouvelles sources d'énergie • gouvernance et environnement • risques environnementaux et changement climatique • Etc <p>Plaidoyer. Utilisation de l'information en vue de soumettre les questions et les problèmes relevant de l'interaction entre l'environnement et la pauvreté et susciter la prise en compte de l'environnement à la discussion et à l'action.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rencontres ▪ ateliers ▪ Télévision ▪ Radio ▪ Presse écrite ▪ Rapports ▪ Visite de terrain
Les médias	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Communication interpersonnelle ▪ Formation sur les thématiques de l'IPE ▪ Partenariat stratégique avec des journalistes nationaux et internationaux en vue de publier de fréquemment des articles sur les activités de l'IPE/ Mali ▪ Rencontres d'échanges périodiques <ul style="list-style-type: none"> ▪ Déjeuner de briefing trimestriel avec les journalistes ou organisation de points de presse pour faire 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conférence de presse ▪ Point de presse ▪ Ateliers ▪ Email ▪ Visite de terrain

	<p>connaître les résultats d'une étude</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Invitation des journalistes à couvrir les ateliers et autres événements médiatiques de l'IPE Mali 	
Organisations Non Gouvernementales (SECO-ONG, CCA-ONG)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mobilisation sociale / Plaidoyer Regroupement des partenaires sociaux intersectoriels agissant dans l'intégration Pauvreté - Environnement - ministères techniques concernés, communautés, groupes sociaux) autour de l'importance à donner à la prise en compte des liens entre pauvreté et environnement. <p>Marketing social</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promotion des bonnes pratiques et des bons procédés tirés de l'expérience dans les pays africains. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunions ▪ Ateliers ▪ Télévision ▪ Radio ▪ Presse écrite
Leaders coutumiers et religieux	<p>Campagne d'information et de formation thématique sur les enjeux de l'environnement et les pratiques culturelles hostiles à la préservation d'un environnement durable</p> <p>Plaidoyer : pour parvenir à un changement de mentalité sur l'environnement au niveau communautaire et individuel Recours aux arguments religieux et culturels en faveur de l'environnement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rencontres / Ateliers ▪ Visite de terrains ▪ Radio
Le secteur privé	<p>Information Education Communication afin que les entreprises intègrent une consommation rationnelle des ressources naturelles . La croissance de la production ne doit pas conduire à un épuisement des ressources et à la dégradation de l'environnement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ateliers ▪ Télévision ▪ Presse écrite ▪ Radio
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Information ▪ Réunion de concertation et d'échanges d'informations ▪ Rencontres, visites de sites, 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunions ▪ Ateliers ▪ Rapports

Les partenaires au développement	mission sur le terrain <ul style="list-style-type: none"> ▪ Plaidoyer pour une mobilisation des ressources en faveur de la mise en œuvre des actions intégrant l'environnement et la pauvreté inscrites dans le CSCR 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Événementiel (quinzaine de l'environnement, expositions, etc.)
Le grand public	Information, Education, Communication	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Télévision ▪ Presse écrite ▪ Radio ▪ Événementiel (quinzaine de l'environnement, expositions, etc.) ▪ Internet ▪ Affichage

VII. FORMULATION DES MESSAGES

Grâce à des messages appropriés, véhiculés vers les cibles concernées par des canaux adéquats, la communication favorise, en général, les changements nécessaires à la résolution des problèmes de développement et permet d'atteindre les objectifs fixés. Il est donc important que chaque message formulé comporte le changement attendu et présente l'intérêt pour la cible de réaliser ce changement.

Vous trouverez ci-dessous quelques messages plausibles à adresser aux différentes cibles identifiées :

Groupes cibles	Idées à promouvoir dans les messages
Acteurs internes de l'IPE	L'IPE vise à faire prendre en compte le lien environnement et pauvreté dans tous les secteurs du développement. Une synergie d'action est indispensable
Les décideurs (Ministère du développement, Ministère de l'Economie et des Finances, Ministères de l'Environnement, l'Assemblée Nationale, le Conseil Economique et Social, etc.)	L'environnement et les ressources naturelles sont cruciaux pour un développement humain et économique durable. Alors, investir 1 Fcfa pour réduire la pauvreté peut permettre de prévenir des dommages à l'environnement entraînant 3 fcfa de pertes.
Les médias	Les médias constituent des relais d'information au niveau du grand public. L'IPE Mali vous considère comme des alliés, un gage de succès de ses activités surtout en matière de plaidoyer tant au niveau des populations à la base que des décideurs techniques et politiques.
Ministères sectoriels	Il y a une relation intrinsèque l'environnement et les autres secteurs comme la santé, l'agriculture, l'eau, l'économie, les transports, etc. Le développement durable n'est pas seulement l'affaire du Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement, mais aussi l'affaire de tous les secteurs ministériels.
Organisations Non Gouvernementales (SECO-ONG, CCA-ONG)	Votre rôle est déterminant dans la mobilisation sociale, le renforcement des capacités des acteurs locaux pour des comportements respectueuses de l'environnement
Les élus locaux	Le Lien entre la pauvreté et l'environnement doit être pris en compte dans les plans de développement communal.
	Le développement durable suppose une gestion rationnelle des ressources naturelles. Votre appui

Les Leaders coutumiers et religieux	est incontournable pour parvenir à un changement de mentalité sur l'environnement au niveau communautaire, préserver les valeurs sociales et gérer les conflits éventuels générés par la détérioration de l'environnement
Le secteur privé	Le développement des activités économiques ne doit se faire au détriment de la préservation de l'environnement La prise en compte de l'environnement et de la pauvreté dans la conception des produits et sur la chaîne des valeurs est un gage de sécurité économique et de viabilité
Les partenaires au développement	Les partenaires au développement contribuent au développement durable à travers l'appui technique et financier. Ils doivent s'investir davantage dans leur engagement en défenseurs de l'IPE et à accroître l'appui budgétaire pour financer les actions de l'IPE inscrite dans le CSR
Institutions universitaires et de recherche	La recherche et vulgarisation scientifique est indispensable pour proposer des solutions alternatives aux populations limitant la pression exercée sur les ressources naturelles
Le grand public	la dégradation de l'environnement engendre l'extrême pauvreté. L'environnement bien géré est un facteur de bien être humain et social. Alors, de votre bien être présent et celui des générations futures dépendra votre gestion rationnelle de l'environnement et des ressources naturelles.

VIII. PLAN DE COMMUNICATION 2011 ET 2012

Objectif: Dynamiser la communication interne et favoriser davantage le partage d'information sur les activités de l'IPE en vue de la mise en œuvre efficiente des activités de l'IPE Mali

Audience: Le staff du PNUD / PNUE et les cadres du MEA, AEDD et MEF

N°	Résultats attendus	Activité	Cibles	Indicateurs de suivi	Responsable	Période								
						2011				2012				
						T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	
1.1	Les acteurs internes sont impliqués et contribuent à la mise en œuvre efficiente des activités de l'IPE	Créer une liste de diffusion email pour partager par email ou correspondances toutes les fiches techniques thématiques et rapports d'études réalisées par l'IPE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ MEA ▪ MEF ▪ Comité d'experts techniques ▪ PNUD ▪ PNUE 	Nombre de documents partagés avec les acteurs internes	IPE									
		Informier régulièrement le staff du MEA et du PNUD de tous les événements de l'IPE pour qu'ils puissent relayer l'information au niveau de leurs collaborateurs et partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ▪ les cadres de l'AEDD, du MEA et du MEF ▪ les Chargés de communication du PNUD et du 	Nombre de séances / rencontres Nombre de	IPE									

			MEA	messages partagés													
		Impliquer le PNUD et le MEA en amont dans la réalisation des supports de communication (publications, documentaires, visites de terrain, etc.) et l'organisation des rencontres avec les médias	<ul style="list-style-type: none"> ▪ les Chargés de communication du PNUD et du MEA 	<p>Nombre de sollicitations exprimées</p> <p>Nombre d'appuis apportés</p>	IPE												
		Renforcer la communication interpersonnelle avec tous les acteurs internes du projet	<ul style="list-style-type: none"> ▪ MEA ▪ MEF ▪ Comité d'experts techniques ▪ PNUD ▪ PNUE 		IPE												

Objectif: Informer et sensibiliser les acteurs gouvernementaux, non gouvernementaux et les populations sur les liens entre la pauvreté et l'environnement à travers une campagne d'information publique. Une meilleure connaissance et une meilleure compréhension de la relation pauvreté-environnement constitueront un atout à l'adhésion et à l'appropriation.

Audience: Gouvernement notamment le Ministère des Finances et de l'Economie, les Ministères sectoriels, les collectivités territoriales et locales, les députés, le Conseil économique et social et le grand public, etc.

N°	Résultats attendus	Activité	Cibles	Indicateurs de suivi	Responsable	Période										
						2011				2012						
						T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
2.1	Les liens entre pauvreté et environnement sont connus des décideurs gouvernementaux / acteurs de développement	Réaliser des fiches techniques thématiques mettant en relief les résultats de toutes les études réalisées par l'IPE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministères sectoriels ▪ ONG ▪ PTF 	Nombre de fiches techniques distribuées	IPE											
		Imprimer en plusieurs exemplaires les fiches techniques réalisées sur les thématiques comme l'eau, l'énergie, l'air, les sols et forêts et les vulgariser	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministères sectoriels ▪ ONG ▪ PTF 	Nombre de fiches techniques distribuées	IPE											
		Editer tous les rapports d'étude et les vulgariser au niveau de toutes les structures impliquées dans l'élaboration du CSCR Editer des affiches thématiques (kakemonos) pour mettre en exergue les liens Pauvreté et environnement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministères sectoriels ▪ ONG ▪ PTF 	Nombre de rapports édités et distribués	IPE											

		Organiser des ateliers / séminaires de formation à l'endroit des cadres de ministères sectoriels et centraux	<ul style="list-style-type: none"> Ministères sectoriels ONG 	Nombre de séminaires /ateliers organisés	IPE								
2.2	Les liens entre pauvreté et environnement sont connus du grand public	Réaliser des magazines TV et radio mettant en exergue la relation entre la pauvreté et l'environnement		Nombre de magazines réalisés	IPE								
		Participer activement à la quinzaine de l'environnement en organisant une communication sur le lien entre la pauvreté et l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Ministères sectoriel ONG Le grand public 	Nombre d'activités coréalisés	IPE / PNUD /PNUE								
		Réaliser en français et en langues nationales des émissions éducatives sur les bons comportements garantissant un environnement durable	<ul style="list-style-type: none"> Communautés rurales et urbaines Le grand public 	Nombre d'émissions éducatives réalisées	IPE								
		Réaliser et diffuser un documentaire sur les enjeux de l'environnement pour un développement durable au Mali	<ul style="list-style-type: none"> Le Grand public 	Nombre de témoignages et de diffusion	IPE								
		Informier et former sur les énergies de substitutions et les technologies adaptées pour assurer un environnement durable	<ul style="list-style-type: none"> Les communautés rurales et urbaines 	Nombre de séminaires /ateliers organisés	IPE / Medias/OSC								
2.3	Les liens entre pauvreté et environnement sont connus des acteurs de la société civile et des médias	Renforcer les capacités des journalistes sur le traitement des questions liées à l'interaction pauvreté -environnement	<ul style="list-style-type: none"> Journalistes de la presse écrite, de la radio et de la TV 	Le nombre journalistes formés	IPE /PNUD/PNUE								
		Organiser des ateliers de formation à l'attention des journalistes locuteurs en langues locales et communicateurs traditionnels sur le lien pauvreté-environnement	<ul style="list-style-type: none"> Communicateurs traditionnels Locuteurs en langues nationales 	Le nombre journalistes formés	IPE/PNUD/PNUE								

Objectif: Favoriser la prise en compte au niveau national et local des questions environnementales dans les stratégies et politiques de développement qui répondent au bien-être des populations

Audience: Gouvernement notamment le Ministère des Finances et de l'Economie, les Ministères sectoriels, les collectivités territoriales et locales, les députés, le Conseil économique et social, etc.

N°	Résultats attendus	Activité	Cibles	Indicateurs de suivi	Responsable	Période							
						2011				2012			
						T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
3.1	Les liens entre pauvreté et environnement sont connus des décideurs gouvernementaux / acteurs de développement	Réaliser des fiches techniques thématiques mettant en relief les résultats de toutes les études réalisées par l'IPE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministères sectoriels ▪ ONG ▪ PTF 		IPE								
		Imprimer en plusieurs exemplaires les fiches techniques réalisées sur les thématiques comme l'eau, l'énergie, l'air, les sols et forêts et les vulgariser	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministères sectoriels ▪ ONG ▪ PTF 	Nombre de fiches techniques distribués	IPE								
		Editer tous les rapports d'étude et les vulgariser au niveau de toutes les structures impliquées dans l'élaboration du CSCR	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministères sectoriels ▪ ONG ▪ PTF 	Nombre de rapports édités et distribués	IPE								
		Rédiger et disséminer un guide méthodologique de verdissement du CSCR au Mali	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministères sectoriels ▪ ONG ▪ PTF 	Nombre de guides distribués	IPE								

		Organiser des ateliers / séminaires de formation à l'endroit des cadres de ministères sectoriels et centraux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministères sectoriels ▪ CES 	Nombre de séminaires /ateliers organisés	IPE										
		Organiser une rencontre de sensibilisation à l'attention sur les questions de pauvreté et de réduction de la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les collectivités locales et territoriales 	Nombre de séminaires /ateliers organisés											
		Organiser à l'attention des députés des sessions de formation pour le vote du budget de l'Etat prenant en compte le financement des actions pauvreté-environnement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministères sectoriels ▪ ONG ▪ Communautés rurales et urbaines ▪ Le grand public 	Nombre de magazines réalisés	IPE										
3.2		Organiser un séminaire gouvernemental pour solliciter le soutien du Président de la République en vue du financement des initiatives IPE dans les stratégies et politiques de développement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Président de la République ▪ Le Premier Ministre ▪ Les ministres 	Nombre d'activités mis en œuvre lors de la quinzaine	IPE / PNUD /PNUE										
			<ul style="list-style-type: none"> ▪ Communautés rurales et urbaines ▪ Le grand public 	Nombre d'émissions éducatives réalisées	IPE										
		Réaliser et diffuser un documentaire sur les enjeux de l'environnement pour un développement durable au Mali	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Grand public 	Nombre de témoignages et de diffusion	IPE										

Objectif: Accroître la visibilité des interventions de l'IPE Mali auprès de ses partenaires et du grand public

Audience: PTF, Gouvernement notamment le Ministère des Finances et de l'Economie, les Ministères sectoriels, les collectivités territoriales et locales, les députés, le Conseil économique et social, etc.

N°	Résultats attendus	Activité	Cibles	Indicateurs de suivi	Responsable	Période										
						2011				2012						
						T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
4.1	Les interventions de l'IPE Mali sont rendues visibles auprès de ses partenaires	Concevoir et diffuser des dépliants de présentation de l'IPE Mali	<ul style="list-style-type: none"> Décideurs gouvernementaux Collectivités territoriales Les députés Le CES 	Nombre de dépliants diffusés	IPE /PNUD/PNUE											
		Réaliser des affiches kakemono à utiliser lors des événements, ateliers, expositions, et à déposer au niveau du MEA, du MEF et dans les locaux de l'IPE	<ul style="list-style-type: none"> MEA MEF Partenaires institutionnels 	Nombre d'affiches réalisés et diffusés	IPE											
		Organiser à l'attention des médias par semestre un déjeuner de presse ou point de presse pour leur exposer ses résultats	<ul style="list-style-type: none"> 	Nombre de déjeuner ou point de presse organisés	IPE /PNUD/PNUE											
4.2		Assurer la couverture médiatique des revues	<ul style="list-style-type: none"> Presse écrite Radio 		IPE											

	annuelles de progrès de l'IPE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ TV ▪ Communicateurs traditionnels 																	
4.3	Rédiger des communiqués de presse / articles de fond sur les activités de l'IPE et les poster dans la presse et sur les sites web du PNUD, du PNUE et du MEA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le grand public ▪ Les PTF 	Nombre d'articles et de communiqués de presse postés sur les sites web et publiés dans la presse	IPE / PNUD/MEA															
4.4	Réaliser un success story sur les bonnes pratiques environnementales pour un développement durable et un film de 3 mn à poster sur le site du PNUD et du PNUE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministères sectoriels ▪ ONG ▪ Le grand public ▪ Les PTF 	Nombre de success story mis en ligne et diffusés à travers les mailing listes	IPE /PNUD/PNUE															
4.5	Mettre en place progressivement une phototèque sur le lien pauvreté et environnement pour illustrer les publications du projet	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 		IPE															
4.6	Faire publier dans le magazine « Notre Environnement » des articles sur l'IPE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministères sectoriels ▪ ONG ▪ Les PTF ▪ Le grand public 	Nombre d'articles publiés	IPE/MEA															

IX. OPERATIONNALISATION DE LA STRATEGIE

L'aspect opérationnel de la stratégie de communication détermine les éléments nécessaires à la mise à l'œuvre de la stratégie, à sa gestion et à son évaluation: cadre institutionnel, plans d'action, budget, suivi-évaluation.

Ici, tous les acteurs impliqués doivent convenir et détailler les activités, la période et éventuellement les responsabilités, les ressources, etc.

Les actions de communication peuvent être regroupées en trois étapes principales que sont :

- **La Mise en place et la redynamisation des structures à impliquer dans les actions de communication.** C'est l'étape de la préparation et de la mobilisation des énergies intellectuelles. Elle sera très active et mobilisera les cadres du MEF, du MEA, les membres des comités de pilotage, les Responsables de la Communication des différentes structures impliqués dans le projet dans une démarche participative.
- **La production, réalisation des outils /supports d'information et de communication.** Cette étape consistera à mettre en place les outils de vulgarisation et de promotion qui rendront plus visibles et lisibles les actions l'IPE.
- **La diffusion des actions / supports de communication.** Cette dernière étape du processus de planification est le déclenchement des activités médiatiques et des actions tous azimuts d'information et de sensibilisation des différents acteurs.

ETAPES	ACTIONS
<p style="text-align: center;">Etape 1</p> <p style="text-align: center;">Mise en place et redynamisation des structures, acteurs à impliquer dans les actions de communication de l'IPE Mali</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place un mailing list pour le partage d'information au niveau des acteurs internes du projet ▪ Renforcer les capacités des journalistes de la presse écrite, radio et TV ainsi que des communicateurs traditionnels ▪ Faire approprier la relation pauvreté et environnement par les professionnels des médias et autres acteurs clés devant œuvrer pour la communication sur les activités du projet ▪ Organiser une visite de terrain pour faire toucher du doigt la réalité de la manifestation du lien pauvreté - environnement

<p style="text-align: center;">Etape 2</p> <p>Conception et réalisation des supports d'information et de communication</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaborer un plan média (émission radio et TV, publication d'article dans la presse, planning des heures et jours de diffusion, langues de diffusion, etc.) ▪ Produire les émissions radio, TV, ▪ Conception et réalisation des affiches, dépliants, fiches techniques, édition et publication des rapports, etc. ▪ Réalisation de film documentaire
<p style="text-align: center;">Etape 3</p> <p>Mobilisation sociale, IEC, plaidoyer</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diffuser les supports de communication produits ▪ Mettre en œuvre le plan média ▪ Diffuser les émissions radio et TV ▪ Organiser des points/ conférence de presse ▪ Etc

X. BUDGET

A peaufiner avec les acteurs de l'IPE

Produits	Description	Période	Budget approximatif (Fcf)
Lancement et Promotion des Rapports d'études	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Edition et impression de 5 rapports en 1000 exemplaires ▪ Préparation de Visuels (affiches, banderoles, ...), Dossier de Presse, Contact Média, ▪ Déplacements, Cartons d'invitations, location de salle et logistiques selon les besoins, ... 	Au moins une semaine avant l'événement	5.250.000 PM
Réalisation de divers supports de communication sur l'IPE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Kit d'information sur le projet (pochette + fiches) ▪ Dépliants (de format A4 plié en 3 volets) ▪ Fiches techniques thématiques à imprimer ▪ Brochure « IPE Mali » ▪ Plaquette d'information sur le verdissement du CSCR Mali ▪ Brochure sur la méthodologie de verdissement du CSCR ▪ Affiches kakemonos (très utiles lors des expositions et pour le bureau) ▪ Agenda 2011, Calendrier, Stylos, pins, etc... 	Mai 2011 Mai 2011 Avril 2011 Septembre 2011 Mai 2011 Décembre 2011	10.000.000
Evénements spéciaux	Commémoration des Journée internationales - Journée Mondiale pour l'Environnement - Journée Internationale de la diversité biologique - La quinzaine de l'environnement <ul style="list-style-type: none"> ▪ Exposition documentaire ▪ Participation aux communications, conférences, débats 	Mai -Juin 2011	4.000.000
Site Web	Alimenter les sites du PNUD, du PNUE et du MEA en envoyant les informations, études, fiches techniques sur les réalisations de l'IPE	Janv - dec 2011	-
Photothèque	Disposer d'une base de photos prises sur le terrain lors des missions de consultation sur le terrain et ateliers (à utiliser pour l'illustration des publications)	A chaque descente sur le terrain, lors des études et ateliers	-

<p>Marketing / Visibilité institutionnelle / Mise en œuvre plan média</p>	<p>Information, sensibilisation, Communication de masse auprès du grand public à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - film documentaire thématique et /ou institutionnel, - spots publicitaires, - achat d'espaces de publicité et publi-reportage - Emissions Radio et TV sur les liens entre pauvreté et environnement 	<p>Novembre 2011</p>	<p>10.000.000</p>
<p>Formation / Rencontre avec les médias</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Séminaire de Formation à l'attention des journalistes sur les questions environnementales et le lien avec la pauvreté <p>Rencontre périodique avec les médias (logistique et entretien) pour une meilleure connaissance des liens entre pauvreté et environnement par les professionnels des médias</p> <p>Intégration d'une rubrique communication dans les programmes, émissions, etc.</p>	<p>Mai / Decembre</p> <p>1 fois par trimestre</p>	<p>8.000.000</p> <p>-</p>

ANNEXES

ANNEXE 1

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES (à compléter)

NOMS ET PRENOM	STRUCTURE	FONCTION	CONTACT
MAIGA	MEA	Directeur Général de l'Environnement et de l'Assainissement	
DEMBELE Sidiki Boubacar	AEDD	Directeur Adjoint	66731538
KEITA Mbo Aïda	PNUD	Conseillère au Programme	
BARRY Moussa	IPE MALI	Coordonnateur national	
CARRER Angelique	PNUD	Chargée de Communication	
DIAKITE Youssouf	ORTM	Journaliste	66786452 / 76313941
COULIBLY Marc	ORTM	Journaliste	66798599 / 74667326
MAIGA Ibrahim	AEDD	Chargé de Communication	66781540
COULIBALY Boutout		Consultant	
TOURE Bréhima	MEA	Chargé de Communication	66721189
KEBE Djibril	Ministère de l'Agriculture	Ingénieur	
SIDIBE Ouna	CSRP	Conseil technique	
Amadou Diarra	PAM	Chargé de Programme	
GUINDO Hassimi	Service de la conservation de la nature	Ingénieur, chef de cantonnement	
Oumarou Camara	Mairie	Chef du service assainissement de la Mairie	

MAIGA Abdou Yehia	Institut d'Economie Rurale – IER	Directeur de recherche, Coordinateur scientifique environnement	
MINTA Maham	Programme national des petits barrages	Directeur national	
CISSE Moussa	Direction Nationale de l'Hydraulique	Superviseur à la division d'approvisionnement en eau potable	
COULIBALY Mamadou Lamine	Coordination Nationale des Organisations Paysannes – CNOP	Coordonnateur	
Monsieur Mariko	Bureau d'Experts en Auto gouvernance et Gestion de l'Environnement au Sahel – BEAGGES	Directeur Adjoint	
KEITA Djibril	INRSP	Agent technique	
NIENTAO Abdoulaye	IER	Chercheur	
SANGARE Fassory	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles – CMDT	Ingénieur	
SANOOGO Kalifa	Programme d'Appui à la Productivité Agricole – PAPAM	Chargé du suivi-évaluation	
GUISSE Abdoulaye	Direction Nationale de la Géologie et des Mines – DNGM	Chef de division environnement	
CISSE Aly	Projet 1000s +	Conseiller en agri business	
DEMBELE Sambou	Ministère de l'éducation Nationale	Enseignant à la Direction Nationale de la Pédagogie (DNP)	

Termes de références de l'élaboration de la stratégie de communication de l'initiative Pauvreté et Environnement (IPE)-Mali

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE

1.1 LE CONTEXTE

Au cours des 2 dernières années, la coopération entre le PNUD et le PNUE a été considérablement renforcée en réponse aux principes, aux objectifs et aux recommandations de la réforme des Nations Unies. Au sommet mondial sur le Développement Durable de 2005, le PNUD et le PNUE ont lancé le « Partenariat PNUD-PNUE pour l'Initiative Pauvreté et Environnement (IPE PNUD-PNUE) ». L'IPE PNUD-PNUE est une bonne illustration de la manière dont deux agences des Nations Unies peuvent travailler ensemble avec un programme commun, des projets pays communs et des ressources financières et humaines partagées. Dans le cadre de l'IPE, le PNUD et le PNUE collaborent dans dix pays africains pour mettre en œuvre des projets-pilotes pour l'intégration de l'environnement dans les processus de développement national. Les dix pays pilotes sont le Burkina Faso, le Kenya, le Mali, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie, et la Sierra Leone.

L'Initiative Pauvreté et Environnement (IPE)/Mali vise en général à renforcer la contribution de la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique durable et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

La Phase II de l'IPE/Mali qui s'étend sur la période de Mars 2010 – Mars 2012 permettra de consolider les acquis de la Phase I du programme en termes d'intégration de l'environnement dans les processus de planification nationaux et :/ou sectoriels - notamment dans le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) et Plans de Développement y relatifs.

D'une manière spécifique, l'IPE/Mali a pour objectifs de :

- promouvoir et disséminer les connaissances concernant les liens Pauvreté et Environnement;
- développer les outils et mécanismes pour l'intégration de la dimension environnementale dans les processus de planification nationale et décentralisée ;
- renforcer les capacités nationales pour l'intégration de la dimension environnementale dans les processus de planification nationale et décentralisée.

La présente phase concentrera essentiellement ses interventions sur les activités d'intégration de l'environnement dans les politiques et stratégies définies et mises en œuvre au niveau national, avec un fort accent sur le verdissement du prochain CSCR. L'outil principal qui sera utilisé pour cet exercice sera l'Evaluation Environnementale Stratégique(EES) qui est l'outil choisi par les Autorités Maliennes lors des dernières assises nationales de l'environnement organisées en Juillet 2009

De sa formulation en 2005 à nos jours, l'IPE-Mali a initié un certain nombre d'études ou de travaux pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés. Il s'agit entre autres de:

- Evaluation économique du coût de la dégradation de l'environnement et des bénéfices liés à la gestion durable des ressources naturelles afin d'identifier les contraintes et les opportunités pour une croissance économique durable au Mali ;
- Réalisation d'une Etude Intégrée des Ecosystèmes (EIE) pilote sur une zone spécifique afin d'améliorer la compréhension et les données sur les liens entre Pauvreté et Environnement ;
- Analyse de l'intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement local et national afin d'assurer une meilleure intégration de l'environnement dans les stratégies et politiques sectorielles ;
- Réalisation d'études diagnostiques sur les sites d'intervention et développement des propositions de microprojets communautaires démontrant l'impact de la gestion durable des ressources naturelles sur le bien-être humain ;
- Identification des indicateurs de l'environnement et de la pauvreté à intégrer dans le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté, les stratégies sectorielles et les plans de développement local ;
- Organisation d'un atelier national de formation sur les indicateurs Pauvreté/Environnement pour le Mali

En plus de ces études, certaines activités stratégiques ont été conduites avec des résultats très encourageants :

- La visite d'échange de Mars 2009 au Bénin organisée à l'intention d'une délégation des dirigeants maliens pour s'inspirer de l'expérience béninoise en matière de verdissement de la CLCRP.
- La formation en Avril 2009 à Dakar de la même délégation ayant visité le Bénin sur la démarche communicationnelle pour susciter la formation d'ambassadeurs et leur implication dans les tâches de verdissement.
- La formation en Novembre 2009 à Nouakchott d'une délégation de décideurs sur les méthodologies d'évaluation intégrée des écosystèmes. La session a permis aux membres de la délégation malienne d'approfondir leurs connaissances sur la démarche et de prendre de nouveaux engagements pour la mise en pratique au niveau pays.
- La forte participation de l'IPE/Mali, du PNUE, de l'IPE-Afrique et du PNUD en Juillet 2009 aux assises nationales de l'environnement qui donnent désormais à l'Evaluation Environnementale Stratégique la place d'une approche stratégique à privilégier dans tous les travaux de verdissement au niveau national.
- L'organisation d'un atelier national de plaidoyer ayant permis aux autorités du Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement, à celles du Ministère de l'Economie, et des Finances aux services techniques clés, aux institutions, la société civile ainsi qu'aux partenaires au développement de se mettre d'accord sur les grands axes de

verdissement tels qu'ils seront appliqués au Mali ainsi que sur l'arrangement institutionnel/organisationnel à privilégier.

Ces différentes activités ont permis au programme de faire des progrès importants dans le cadre de la mise en œuvre du projet en termes de (i) mise en évidence des liens entre la pauvreté et l'environnement au Mali, (ii) l'identification des obstacles et des besoins et (iii) la hiérarchisation des enjeux et tendances pour l'intégration des questions pauvreté-environnement dans les processus de planification nationale, avec maintenant une plus forte implication des acteurs du Ministère de l'Economie et des Finances.

Malgré ces quelques avancées notables, force est de constater que la persistance de certaines difficultés et contraintes a conduit à la décision de faire élaborer pour le Projet Initiative Pauvreté et Environnement (IPE)/Mali une stratégie de communication.

1.2 JUSTIFICATION : POURQUOI UNE STRATEGIE DE COMMUNICATION POUR LE PEI MALI

1.2.1 LA SPECIFITE ET LA TAILLE DE L'ENJEU DU PROGRAMME.

Sur le plan global, la vision du programme entre dans une perspective générale qui recherche l'émergence d'une approche rationnelle de gestion des ressources naturelles ainsi que la reconnaissance de la nécessité de planifier l'utilisation des milieux biophysiques naturels et modifiés à des fins économiques. Cette vision fait du programme une spécificité et une initiative de grande portée concourant de façon tangible à l'esprit de Rio¹. Aussi, la réussite du programme au plan régional impliquant plusieurs pays doit-elle rester une préoccupation majeure.

Au plan national, il faut reconnaître la particularité de l'enjeu d'un tel programme, qui s'intéresse à une thématique nouvelle et complexe à la fois. Le programme cherche à concrétiser les revendications des populations en ce qui concerne l'amélioration de leur cadre de vie (la baisse du seuil de pauvreté estimé aujourd'hui à plus de 73% en milieu rural. et à faire en sorte que les systèmes ruraux et leur environnement (notamment les villages) deviennent aptes à l'auto-développement. Pour ce faire, il vise le renforcement des capacités institutionnelles, techniques et organisationnelles au plan national et des régions. Il s'agit là d'un objectif majeur dont la réussite requiert l'identification des difficultés et des contraintes pour leur traitement à partir des outils spécifiques de communication. L'action communicationnelle devrait faciliter un progrès dans la compréhension de la vision du programme, de ses approches et de ses activités par tous les groupes d'acteurs.

Instrument privilégié de l'approche participative dans les actions de développement, la communication permet l'instauration d'un véritable climat de confiance et d'échanges entre ces

¹ Car pour le moment, la terre fonctionne d'une manière peu durable. Elle tire l'essentiel de son énergie du stock de combustibles fossiles hérités d'un lointain passé (plus de 60 millions d'années) et induit un risque de destruction irréversible. De plus, toutes les études réalisées au plan global ont fait ressortir les liens directs entre cette gestion irrationnelle et l'état de pauvreté des pays et de leurs habitants.

différents groupes d'acteurs en offrant ainsi à chacun la possibilité de participer activement aux processus de développement. L'action communicationnelle pourrait prévenir le futur ou corriger le passé. Pour le cas du l'IPE/ Mali, la stratégie de communication doit viser les deux axes. Mais pour connaître les actions communicationnelles requises, il faudra d'abord identifier les facteurs de contrainte actuels qui empêchent le programme de progresser comme initialement prévu, ou ceux qui sont prévisibles pour le futur et pour lesquels une stratégie de communication s'impose.

1.2.2-LES FACTEURS DE CONTRAINTES ACTUELS DU PROGRAMME AU MALI.

Pour le cas spécifique du Mali, les principaux facteurs de contraintes actuels sont :

- ✓ Les facteurs qui bloquent la participation des services techniques. Ceux-ci participent-ils au programme tout en gardant leur identité et leurs fonctions spécifiques ? Les agents de vulgarisation font-ils passer des messages qui vont dans le même sens que la vision du programme ?
La cible concernée ici serait constituée des décideurs techniques.

- ✓ Les facteurs qui bloquent la valorisation des ressources naturelles et leur mise en cohérence avec les objectifs économiques. Ici la cible pourrait être aussi bien les communautés à la base que les décideurs à différents niveaux.

- ✓ Les facteurs qui bloquent la volonté politique. L'attitude des dirigeants, de l'Administration gouvernementale et du monde des affaires doit être favorable à la vision du programme. Ici, la cible concernée pourrait être les décideurs politiques et techniques. La consultation pourra le vérifier car une cible communicationnelle n'est pas toujours l'acteur source du facteur de blocus.

- ✓ Les facteurs qui bloquent la gestion décentralisée des ressources naturelles et de l'environnement (retard dans le processus de la décentralisation au Mali, transfert limité des compétences aux communautés décentralisées, absence de politiques clairement affichées, etc.). La cible pourrait être l'Etat et les entités communales.
- ✓ Les facteurs qui bloquent la participation de la femme aux actions du programme (la question de la responsabilité sociale, les normes, tabous et cultes en déphasage avec les principes de gestion durable des ressources). Il s'agirait sûrement ici d'une cible multivariée.
- ✓ Les facteurs qui bloquent l'émergence des savoirs endogènes favorables aux messages promus par le programme. Il s'agirait également ici d'une cible multivariée.
- ✓ Les facteurs qui bloquent le dialogue des partenaires (absence d'un cadre de concertation fonctionnel entre partenaires, concurrence entre ceux-ci, etc.).La cible pourrait être les partenaires eux- mêmes.
- ✓ Les facteurs qui bloquent la mobilisation des ressources en faveur du programme. Ici, la cible pourrait être les acteurs nationaux.
- ✓ Les facteurs qui gênent la recherche-développement (comment évoluent les projets de démonstration en cours dans les 12 entités communales ?) etc.

1.2.3-LES FONDEMENTS DE LA STRATEGIE.

Dans la vie d'un projet ou programme, un blocus intervient lorsque le message prôné présente un conflit avec la vision de la cible à qui le message s'était adressé. On pourrait donc retenir que chaque difficulté ou contrainte que rencontre le programme aujourd'hui découle d'une mauvaise perception² d'une cible donnée. On parle alors entre autres d'un déficit de communication.

L'échec des approches classiques en matière de gestion durable des ressources naturelles et de la protection de l'environnement est en partie lié à un déficit de communication. Les solutions proposées par les techniciens s'inscrivent souvent en opposition voire en rupture, par rapport aux logiques économiques, sociales et culturelles des groupes concernés. L'adhésion aux changements proposés implique un dialogue, un niveau de concertation et une négociation qui vont conduire à prendre en compte non seulement les besoins prioritaires des différentes parties prenantes ou des acteurs, mais aussi leurs pratiques, leurs savoirs, leurs approches et techniques qui reposent sur leur perception.

Aussi, la présente stratégie communicationnelle visera-t-elle à identifier les actions communicationnelles les plus appropriées pour traiter ou corriger les différentes perceptions découlant des impacts³ que le programme a sur les cibles, et qui peuvent être classés en cinq catégories :

-- : impact perçu très négativement (perception très négative)

- : impact perçu négativement (perception négative)

0 : n'a pas d'impact (perception neutre)

+ : impact perçu positivement (bonne perception)

++ : impact perçu très positivement (très bonne perception)

Même les impacts perçus positivement peuvent être traités pour renforcer l'action du programme. Car il s'agira d'une initiative gagnant-gagnant dans laquelle tout le monde apprend, y compris le programme qui doit aussi soigner son image de marque en soignant sa toilette technique et méthodologique.

Chaque catégorie d'acteurs a ses caractéristiques propres et des besoins particuliers en termes d'information, dialogue et d'accès au savoir. A ce titre, chaque acteur peut jouer un rôle spécifique dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de communication interactive, en étant à la fois détenteur et demandeur d'information etc.

Dans ce contexte, la stratégie de communication doit définir les objectifs généraux et spécifiques de la communication ainsi que les différents thèmes à traiter, les cibles, les besoins en formation, les outils et canaux de communication les plus adaptés.

² Les mauvaises perceptions ne proviennent pas toujours du programme initiateur d'une stratégie communicationnelle. Celui-ci peut hériter des mauvaises approches antérieures à son lancement.

³ Le terme impact n'a pas nécessairement de la même connotation que celui utilisé dans le langage du suivi-évaluation et qui n'est mesuré que 5 ou 10 ans après un projet. Il s'agit ici des effets immédiats sources d'une perception.

Sur la base de cette stratégie et de ce plan d'action, des accords de collaboration peuvent être conclus avec les organismes susceptibles d'intervenir dans la conception, la réalisation, la diffusion et l'évaluation des produits de communication sur les différents thèmes abordés.

II. OBJECTIFS DE L'ETUDE

2.1 Objectif général

L'objectif général de la présente étude vise, à partir des différents facteurs de contraintes du programme, à élaborer et mettre en œuvre la stratégie de communication de l'IPE/Mali et de son plan d'action afin de disposer d'un instrument efficace pour appuyer l'atteinte des objectifs que le programme s'est fixé, tout en améliorant ses résultats et en assurant une visibilité adéquate de ses interventions.

2.2 Objectifs spécifiques

Spécifiquement, cette stratégie doit permettre de :

- faire un état des lieux très sommaire des stratégies, programmes et actions des différents intervenants en matière de communication à travers un recensement et une analyse des systèmes d'information existants sur la pauvreté et l'environnement en mettant un accent sur les points forts et les points faibles;
- faire un état des lieux des différentes contraintes ou difficultés du programme et les hiérarchiser tenant compte des objectifs majeurs de celui-ci ;
- identifier les principales cibles et dresser leur carte de perceptions au Mali ;
- identifier pour chaque cible, un sujet central ⁴(comme axe principal ou un objectif clairement défini de communication) d'où doivent découler les messages spécifiques, les moyens de communication, les relais et l'action nécessaires pour corriger les perceptions et susciter l'adhésion actuelle ou future de cette cible ;
- proposer une stratégie et un plan d'actions à mettre en place servant d'outil d'aide à la décision et permettant une meilleure connaissance de l'IPE/Mali (son approche, sa vision à travers une communication externe envers les bénéficiaires actuels et futurs, les partenaires déjà identifiés et éventuels, et les bailleurs de fonds actuels et potentiels ;
- capitaliser et valoriser les activités réalisées par l'IPE en termes de résultats, d'acquis par les créneaux les plus appropriés ;
- définir les normes de gestion de la stratégie en suggérant des indicateurs "SMART" pour apprécier plus tard l'évolution des perceptions et le progrès vers l'atteinte des résultats du programme ;

III. TACHES À ACCOMPLIR

⁴Par exemples :

- Accroître l'appropriation des actions du projet par les communautés à la base.
- Accroître l'implication des décideurs politiques
- Renforcer le dialogue des partenaires sur le projet, etc...

Explorer les facteurs de blocage culturels, sociaux, techniques et administratifs pour chaque type de canal suggéré et proposer des solutions pouvant permettre de contourner ces difficultés et de mieux utiliser chaque canal proposé pour une meilleure efficacité des actions et une meilleure diffusion de l'information ;

- Procéder à une analyse sommaire du cadre institutionnel et opérationnel de l'IPE Mali afin d'identifier tous les intervenants et leurs rôles dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de communication;
- Identifier les cibles et faire l'analyse des perceptions passées et celles prévisibles pour le futur.
- Faire un tour d'horizon de l'existant au sein de l'IPE et des autres structures du MEA dans le domaine d'information et de communication et procéder à un diagnostic des besoins spécifiques en la matière ;
- Identifier les canaux d'information et de communication les plus adaptés à la stratégie identifiée pour l'IPE Mali. Cet aspect devra tenir compte de la multiplicité des acteurs, des activités essentielles et des groupes-cibles.
- Elaborer une stratégie détaillée de communication assortie d'un plan d'action et d'un budget;
- Concevoir des indicateurs de suivi et fixer leurs valeurs de référence.

IV METHODOLOGIE

La mission doit adopter la démarche participative tout au long du processus de collecte des informations et d'analyse des données.

Elle fera une revue documentaire pour s'assurer que les perceptions recherchées existent dans les travaux existants cités dans le contexte. Dans le cas échéant, la mission fera un sondage rapide comme tâche de fond⁵.

Elle élaborera une note méthodologique détaillée faisant état des différentes étapes de réalisation et tiendra des réunions régulières avec le comité d'experts techniques.

Elle animera un atelier avec les différents intervenants pour l'amendement et l'adoption des axes stratégiques proposés et pour l'élaboration des grandes lignes de la stratégie de communication de l'IPE/Mali. Pour la réussite de l'atelier de validation, un appel sera fait au PNUD pour bénéficier de l'appui de son bureau régional.

La mission produira la version préliminaire de la stratégie sur la base des résultats des travaux de l'atelier et la présentera au comité de suivi.

V. PRODUITS ATTENDUS

⁵ Ceci est d'autant plus important que très peu de travaux jusqu'ici réalisés ont trait à la communication ou sont de nature sociale.

Au terme de l'étude, la mission devra soumettre une stratégie de communication du projet IEP/Mali. Ce document devra contenir :

- une stratégie de communication fixant des objectifs clairs, avec son plan d'action détaillé et son budget validés au cours d'un atelier est disponible.
- Les actions communicationnelles les plus adaptées⁶ pour communiquer avec les parties prenantes du projet IPE/Mali sont proposées
- Les canaux de communication les plus porteurs en fonction des spécificités du secteur Pauvreté/Environnement et des catégories de partenaires sont identifiés.
- Les facteurs de blocage, sociaux et administratifs, techniques et institutionnels pour chaque type de canal suggéré sont identifiés et des propositions de solutions sont faites pouvant permettre une plus grande participation des groupes cibles à la diffusion des objectifs et des acquis du projet IPE/Mali
- Une méthodologie du suivi/évaluation de la stratégie est disponible avec des indicateurs "SMART".

VI. DUREE DE LA MISSION :

La durée de la prestation pour la conception de la stratégie de communication, de son plan d'action et budget ainsi que des instruments de sa mise en oeuvre est de 45 jours ouvrables maximum. En étroite concertation avec la coordination nationale de l'IPE et la supervision du PNU/PNUE, le consultant(e) ou l'expert international organisera son travail selon un programme approprié, lui permettant notamment une large concertation de toutes les parties concernées.

VI. QUALIFICATION ET EXPERIENCE REQUISES DU CONSULTANT(ou de l'Expert) INTERNATIONAL

Le consultant (ou l'expert international d'appui)pour remplir correctement la mission doit avoir les qualifications suivantes :

- être spécialiste en action communicationnelle avec une expérience d'au moins cinq années d'activités ;
- avoir une expérience dans la conduite d'études ou d'analyses similaires ;
- avoir une bonne maîtrise des techniques de collecte, de traitement d'analyse et de diffusion des données de nature qualitative et quantitative ;
- une parfaite maîtrise des canaux traditionnels et modernes de communication au Mali ;
- avoir une bonne capacité de rédaction en français. La connaissance d'une ou plusieurs langues nationales est un atout.

⁶ Ceci peut, selon les différents catégories de cibles, passer des films documentaires à la création d'un site web, en passant par les notes documentaires, les notes d'information, l'installation d'un journal écrit, l'action télévisuelle, l'utilisation de personnes ambassadeurs, des leaders d'opinion, le recueil de témoignage. le reportage vidéographique, la diffusion de musiques de terroir, les causeries –débat, l'utilisation de dépliants, la signature d'accords de partenariat, la diffusion de plaquettes institutionnelles, les visites d'échanges entre communautés etc....

VII- QUALIFICATION ET EXPERIENCE REQUISES DU CONSULTANT NATIONAL

- Expert national senior pouvant justifier d'une expérience d'au moins 5 ans dans l'élaboration ou la formulation des stratégies de communication;
- Une bonne connaissance des enjeux environnementaux et de l'importance de l'utilisation d'une stratégie communicationnelle pour le succès des projets et programmes ;
- Excellente capacité de recherche, d'analyse et de synthèse ;
- Excellentes capacités de rédaction des rapports;
- être capable d'accompagner l'expert international dans ses recherches, analyses et projections ;
- être disponible immédiatement à plein temps après la signature du contrat.

LE PAYSAGE MEDIATIQUE AU MALI (A compléter)

RADIO

Il existe au Mali 55 Stations de radio avec une large couverture dans toutes les régions.

La radio ORTM couvre toutes les régions du pays et émet dans les langues suivantes : français, fulfulde, bambara, sorhaye, bozo, tamashek, senufo, bomu (parlé à la radio et TV), l'arabe. Le tableau ci-dessous récapitule les émissions actuelles relatives à l'environnement.

Titre	Durée	Jour de diffusion	Langue de diffusion
Magazine de l'environnement et de l'agriculture	5 mn		
Médiascopie	60 mn		
Espace Environnement	60 mn		
Point de rencontre	60 mn		
Poyi kan poyi	5 heures (8h-13h)		
Ça se discute : discussion (sensibilisation, actualité, etc ;), introduit par une pièce de théâtre avec plusieurs invités sur le plateau			
Journal Parlé :	matin à 7h 45, midi à 13h et le soir à 20h		

Télévision

Deux chaînes (ORTM, Africable, qui est une chaîne privée et sous régionale) émettant sur satellite

ORTM a une large couverture nationale

Emissions phares diffusées (A compléter)

Les émissions traitant des questions environnementales sur l'ORTM

Titre	Durée	Jour de diffusion	Langue de diffusion
Magazine de l'Environnement	30 mn		
Questions d'Actualité	60 mn		
Ça se discute	60mn		
Parlons-en	30 mn		
Priorité Environnement	5mn		
An Bè kunko do	30mn		
Actu Hebdo	60 mn		
Le terroir			bambara
Guelekan			

Personnes ressources

M. Youssouf Toure, journaliste Economiste à l'ORTM
Manga Dembele, Directeur des Programmes

AFRICABLE

Cette chaîne couvre 5 pays de l'UEMOA et diffuse sur satellite. On peut retenir comme émissions susceptibles d'être exploitées par l'IPE les suivantes :

- Journal Afrique Info,
- L'invité (recommandé)
- Magazine économique

PRESSE ECRITE

Il existe au total 80 journaux au Mali, dont 5 grands quotidiens publiés en français notamment :

- l'Essor (public) - l'administration, le grand public
- l'Indépendant (privé) - recommandé
- les Echos (privé) – touche les régions - recommandé
- Le Républicain – touche les régions
- Info Matin – journal de l'opposition –recommandé

COMMUNICATEURS TRADITIONNELS

Le Réseau de communicateurs traditionnels est aujourd'hui opérationnel et très sollicité au niveau institutionnel. Il s'agit des griots. Ils sont dans la médiation et la facilitation du dialogue social et peuvent être sollicités :

- Pour la vulgarisation des résultats des études
- La formation aux concepts clés
- Le renforcer les capacités techniques pour le plaidoyer

TABLE DES MATIERES

Sommaire	Error! Bookmark not defined.
I. INTRODUCTION	Error! Bookmark not defined.
1.1. Contexte et justification	Error! Bookmark not defined.
1.2. Objectifs	Error! Bookmark not defined.
a. Objectif général	Error! Bookmark not defined.
b. Objectifs spécifiques	Error! Bookmark not defined.
1.3. Méthodologie	Error! Bookmark not defined.
II. ETAT DES LIEUX.....	Error! Bookmark not defined.
2.1. COMMUNICATION INTERNE	Error! Bookmark not defined.
a. Du système d'information et de communication des acteurs clés de l'IPE/ Mali.	Error! Bookmark not defined.
1. Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement(MEA)	Error! Bookmark not defined.
2. Agence pour l'Environnement et le Développement Durable (AEDD)..	Error! Bookmark not defined.
3. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Error! Bookmark not defined.
4. Programme des Nations Unies pour l'Environnement.....	Error! Bookmark not defined.
b. De la visibilité des actions de l'IPE Mali	Error! Bookmark not defined.
c. Les besoins en communication et suggestions	Error! Bookmark not defined.
d. Implication des responsables de Communication	Error! Bookmark not defined.
e. Relation entre les systèmes de communication des acteurs du projet .	Error! Bookmark not defined.
2.2. COMMUNICATION EXTERNE	Error! Bookmark not defined.
a. Niveau de connaissance par rapport à la relation pauvreté-environnement	Error! Bookmark not defined.
b. Des besoins en information sur la relation pauvreté et environnement	Error! Bookmark not defined.
Manifestations actuelles de l'incidence de la pauvreté sur l'environnement et vice versa	Error! Bookmark not defined.
Les mesures pour endiguer le phénomène au plan local, national et international	Error! Bookmark not defined.
c. Des normes et facteurs de résistance des populations au changement	Error! Bookmark not defined.
d. De la connaissance du projet IPE et de ses actions	Error! Bookmark not defined.
e. Modes d'information privilégiés.....	Error! Bookmark not defined.
f. Le paysage médiatique au Mali	Error! Bookmark not defined.
RADIO.....	Error! Bookmark not defined.
Télévision	Error! Bookmark not defined.
PRESSE ECRITE	Error! Bookmark not defined.
COMMUNICATEURS TRADITIONNELS	Error! Bookmark not defined.
III. ANALYSE DIAGNOSTIQUE DE LA SITUATION DE COMMUNICATION DE L'IPE MALI.....	Error!
Bookmark not defined.	
3.1. Problèmes de Communication	Error! Bookmark not defined.
3.2. OBJECTIFS DE COMMUNICATION	Error! Bookmark not defined.
3.3. LES CIBLES	Error! Bookmark not defined.
a. Cibles de la communication interne	Error! Bookmark not defined.
1. Le Comité National de Pilotage (CNP) du projet:	Error! Bookmark not defined.

2.	Le Comité d'experts technique (CET).....	Error! Bookmark not defined.
3.	Les partenaires techniques et financiers de l'IPE (le PNUD et le PNUE).....	Error! Bookmark not defined.
	defined.	
b.	Cibles de la communication externe.....	Error! Bookmark not defined.
1.	Décideurs publics.....	Error! Bookmark not defined.
2.	Les partenaires sociaux.....	Error! Bookmark not defined.
3.	Le secteur privé.....	Error! Bookmark not defined.
4.	Les partenaires au développement.....	Error! Bookmark not defined.
5.	La population/ Grand public.....	Error! Bookmark not defined.
3.4.	Formulation des Messages	Error! Bookmark not defined.
IV.	Plan de Communication 2011 et 2012	Error! Bookmark not defined.